

AAFI
AFICS



BULLETIN

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX - Genève
ASSOCIATION OF FORMER INTERNATIONAL CIVIL SERVANTS - Geneva

Vol. 64, No. 3
Juin – June 2005



PHOTO: Jean-Marc Ferret

Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75
Banque UBS SA Genève: 240 128.594 LUT -- Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5
E-mail: aafi-afics@unog.ch
Site internet (français): www.unog.ch/afics/aafi.htm, Web (English): www.unog.ch/afics/afics.htm

VOL. 64, NO. 3

Juin – June 2005

Table des matières

	<i>Page</i>
DÉJEUNER D'ÉTÉ DE L'AAFI-AFICS.....	2
EDITORIAL	3
RAPPORT DE LA 65 ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AAFI-AFICS.....	4
NOUVELLES DE NOTRE ASSOCIATION	8
NOUVELLES DE GENEVE.....	9
LA VIE DES ASSOCIATIONS.....	9
LA VIE DES ORGANISATIONS.....	11
LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE	12
DANS UNE LIBERTÉ PLUS GRANDE.....	13
PARLONS DU TEMPS	17
LES PAONS, PATRIMOINE DU PARC DE L'ARIANA	18
VOYAGES.....	18
LES ANGES D'ACCORD ! MAIS LE DIABLE ?	20
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS	22
HUMOUR	24
NOUVEAUX MEMBRES.....	45
CHANGEMENTS D'ADRESSE.....	46
ILS NOUS ONT QUITTÉS	47
LES COMPTES DE 2004.....	48

Table of Contents

	<i>Page</i>
AAFI-AFICS SUMMER LUNCH	2
EDITORIAL.....	25
REPORT OF THE 64TH GENERAL ASSEMBLY OF AAFI-AFICS	26
NEWS FROM OUR ASSOCIATION	29
NEWS FROM GENEVA	30
NEWS FROM THE ASSOCIATIONS.....	31
NEWS FROM THE ORGANISATIONS.....	32
THE GOALS OF THE MILLENNIUM	34
IN LARGER FREEDOM	34
TALK OF THE WEATHER	37
THE ARIANA PEACOCKS: A PART OF OUR HERITAGE	38
TRAVEL.....	39
OK FOR ANGELS! BUT WHAT ABOUT THE DEVIL?	40
CABBAGES AND KINGS.....	42
HUMOUR	44
NEW MEMBERS.....	45
CHANGES OF ADDRESS	46
THEY HAVE PASSED AWAY	47
ACCOUNTS FOR 2004.....	49

DÉJEUNER D'ÉTÉ DE L'AAFI-AFICS

Mardi 21 Juin 2005

APÉRITIF À PARTIR DE 12H00

RESTAURANT DU BIT, GENÈVE, NIVEAU R.2

MENU

DUO DE MELON AU JAMBON CRU

PAVÉ DE THON GRILLÉ
PETITE RATATOUILLE ET OLIVES
GARNITURES DU JOUR

COUPE ROMANOFF
(FRAISES)

Kir en apéritif, vins (chasselas, gamay de Genève), eaux minérales, café

AAFI-AFICS SUMMER LUNCH

TUESDAY 21 June 2005

Aperitifs from 12h00

ILO RESTAURANT, GENEVA, LEVEL R.2

❖ ❖ ❖ ❖ ❖ ❖

PRIX/PRICE : CHF 45.00 (tout compris/all inclusive)¹

Inscription par écrit (fax ou courriel) jusqu'au 17 juin 2005

Inscription in writing (fax or email) no later than 17 June 2005

AAFI-AFICS, BUREAU C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Email : aafi-afics@unog.ch. FAX. 022 917 0075

¹ Une augmentation de CHF 2 s'est avérée inévitable. Toutefois, nous pensons que le rapport qualité/prix reste bon.
A small increase of CHF 2 has proved inevitable. We think, however, there is still a good quality/price ratio.

EDITORIAL

De la mémoire à l'avenir

Les anniversaires ne manquent pas cette année. Nos associations ont presque toutes une date importante à commémorer (65 ans pour l'AAFI-AFICS !) et le travail de mémoire nous fait revivre les années-clés. Il en va de même, à plus forte raison, pour la plupart des organisations internationales que nous avons servies - l'Organisation des Nations Unies en tête - qui s'appêtent à fêter, les unes à la suite des autres, leur 60^{ème} anniversaire. La presse, la télévision, abondent en récits sur la fondation, l'histoire, les réussites, les échecs ... Oui, surtout les échecs ... On parle rarement, dans les journaux, des trains qui arrivent à l'heure.

C'est pourquoi je voudrais que vous me permettiez, aujourd'hui, de revenir une nouvelle fois sur cet événement majeur dont l'importance ne peut se mesurer que par rapport au chemin parcouru : l'examen aux Nations Unies, en septembre prochain, par une réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

J'ai eu la curiosité ces jours-ci - histoire de voir ce qui se passait il y a trente ans ! - de rouvrir un dossier qui dormait dans mon sous-sol, parmi beaucoup d'autres dont je n'arrive pas à me séparer : celui des travaux de deux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies auxquelles j'ai assisté à New York pour le compte de mon organisation, le BIT. L'une sur le « Nouvel ordre économique international » (6ème session, 1974) ; la seconde sur « le Développement et la coopération économique internationale » (7ème session, 1975).

Ces deux années ont réellement marqué un tournant dans la négociation internationale multilatérale, la faisant passer d'une confrontation d'une violence inouïe autour du premier manifeste d'ampleur mondiale, préparé par le Groupe des 77 sur le droit au développement, à un consensus, l'année suivante, sur la Résolution 3362 sur le Développement et la Coopération économiques internationales. Ce qui, à la séance de clôture, fit s'exclamer par l'Ambassadeur des Etats Unis, Patrick Moynihan : « *Nous avons montré que nous pouvions négocier de bonne foi et, ce faisant, parvenir à un accord véritable. Et, ce n'est pas le moindre résultat, nous avons montré que nous pouvions le faire dans le cadre unique et indispensable des Nations Unies. Monsieur le Président, ce système marche !* »

Au fil du temps, les Secrétaires généraux successifs et leurs représentants se sont davantage investis dans le processus de négociation, et le système - malgré un parcours parfois chaotique - a effectivement mieux marché comme l'a montré, en 2000, l'adoption unanime par l'Assemblée générale des Objectifs du Millénaire.

Compte tenu des enjeux, l'année 2005 où l'on aborde leur évaluation est une année cruciale pour que 'le système continue à marcher'. Nous y avons tous - nous l'équipage des Etats membres - beaucoup contribué dans le passé. N'est-ce pas déjà là une bonne raison pour continuer à nous y intéresser ? Et pour faire le point, dans ce numéro du *Bulletin*, sur l'état d'avancement de ces Objectifs qui conditionnent l'avenir de tous les *peuples* des Nations Unies ? Selon le rapport du SG : « *vivre à l'abri du besoin ; vivre à l'abri de la peur ; vivre dans la dignité* ».

J.-J. Chevron



RAPPORT DE LA 65 ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AAFI-AFICS

GENEVE, MARDI 5 AVRIL 2005

1. Ouverture de la session

M. Jean-Jacques Chevron, Président de l'AAFI-AFICS, ouvre la séance de l'Assemblée générale de l'AAFI-AFICS à 10 h 10 dans la salle 2 du BIT. Dans son message de bienvenue aux participants, il mentionne tout particulièrement la présence des représentants des organisations et associations qui ont tenu à manifester leur soutien à leurs anciens collègues et à les faire bénéficier de leurs compétences. Il fait remarquer que le 65^{ème} anniversaire de l'AAFI-AFICS, commémoré cette année, coïncide également avec le soixantième anniversaire des Nations Unies et le trentième anniversaire de la Fédération des associations des anciens fonctionnaires internationaux (FAAFI).

2. Election du Président de l'Assemblée générale

2.1 Pour répondre à l'appel de candidatures, M. René Mathieu propose M. André Weber, entré à l'OMM en 1954 et actuellement trésorier de la toute jeune association des Anciens de l'OMM (« l'Amicale ») qui entretient d'excellentes relations avec l'AAFI-AFICS. Il souligne le fait que M. Weber a déjà présidé de façon remarquable plusieurs réunions de ce genre y compris, une fois, pour le compte de la Caisse des pensions.

2.2 Plusieurs mains se lèvent pour appuyer cette candidature et, aucun autre nom n'étant proposé, M. André Weber est élu par acclamation.

M. Weber remercie l'assemblée de sa confiance, insistant sur l'honneur fait ainsi à une petite association comme l'Amicale de l'OMM, ainsi qu'à lui-même. Se référant à sa propre carrière, M. Weber rappelle, avec quelque nostalgie, l'époque où les fonctionnaires internationaux formaient une équipe motivée et appréciée. Il espère que leurs successeurs bénéficieront d'une estime publique similaire. Il mentionne aussi que la collaboration internationale reste la meilleure façon de préserver la paix ce qui implique que le terme Nations Unies signifie davantage que le nom d'une institution. Il salue l'occasion de commémorer les anniversaires des Nations Unies et de l'AAFI-AFICS.

Avant d'aborder l'ordre du jour, le Président souhaite donner la parole à M. Witold Zyss, président de la Fédération des Associations des

Anciens Fonctionnaires Internationaux (FAAFI), qui a aimablement accepté d'être présent à cette assemblée.

Allocution du président de la FAAFI

M. Zyss exprime sa satisfaction d'assister à cette réunion. Il observe qu'elle coïncide aussi avec le soixantième anniversaire de son organisation, l'UNESCO, de même qu'avec le trente-cinquième anniversaire de l'AFICS New York. Il rappelle qu'il est lui-même membre de l'AAFI-AFICS Genève depuis 1958 : la cotisation à vie s'élevait alors à 50 Fr, à comparer aux 300 Fr applicables aujourd'hui !

M. Zyss rappelle le rôle important de la FAAFI, représentant 55.000 retraités, essentiellement auprès du Comité mixte de la Caisse des pensions et de l'ECOSOC de même qu'auprès des Associations de personnel actif telles que la FICSA et le CCISUA. Il mentionne le rôle de l'AAFI-AFICS au sein de la FAAFI, certains membres de son Comité appartenant aussi au bureau de la Fédération : MM. J.-J. Chevron, vice-président, Anders Tholle, secrétaire et Juan Mateu, trésorier.

Faisant allusion à la période difficile que traversent les Nations Unies, M. Zyss indique qu'il a envoyé une lettre au Secrétaire général, l'assurant du soutien sans faille de la communauté des retraités de la fonction publique internationale. M. Annan l'a personnellement remercié de cet appui. Il conclut ses propos en souhaitant à l'AAFI-AFICS une assemblée fructueuse.

3. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour provisoire est adopté.

4. Proclamation des résultats 2005 des élections statutaires du Comité

4.1 L'Assemblée prend note des résultats des élections statutaires de 2005 annoncés par M. Sébastien Martinek, au nom des scrutateurs. M. Martinek estime que le nombre des votants - soit 842 - a baissé par rapport à la précédente élection ; sans doute du fait que le processus électoral a commencé trop tôt par rapport à la date de clôture du scrutin.

4.2 Les candidats suivants ont été élus ou réélus pour un mandat de quatre ans (*les nouveaux membres sont signalés par un astérisque*): Anders Tholle (671), Elisabeth Belchamber (635), Pierre Vangeleyn (562), Juan Mateu (517), David Cohen* (508), Samy Kossovsky* (486), Venkataraman Narasimhan (481), Roger Eggleston* (452), Yves Beigbeder* (447).

4.3 M. Weber remercie les scrutateurs pour leur tâche. Il note avec satisfaction que les membres de l'association par leur participation ont montré leur intérêt pour le travail accompli.

4.4 Les membres du Comité qui ne se sont pas représentés - Mmes Jean Broggin et Cosette Marrache, M. René Mathieu - doivent également être remerciés pour leur contribution au travail de l'association pendant de nombreuses années.

Rapport du Comité

5.1 Le Président propose que l'on examine le rapport section par section.

5.2 Le rapport du Comité est contenu dans le numéro spécial du Bulletin de l'AAFI-AFICS, Vol. 64, No.1 (Février 2005). M. Chevron précise que les principales questions traitées par le rapport, Pensions, Santé et Action sociale seront présentées par les membres du Comité chargés de ces dossiers.

5.3 Concernant les paragraphes 5-6, M. Chevron mentionne les excellentes relations qui prévalent avec les différentes associations d'anciens fonctionnaires des organisations ayant leur siège à Genève, mentionnant la récente création de « l'Amicale » de l'OMM.

5.4 Concernant les paragraphes 7-14, le Président de la FAAFI souligne l'importance du soutien des associations aux positions défendues au Comité mixte de la Caisse des pensions.

Pensions

5.5 La section sur les pensions (paragraphes 15-23) est présentée par M. Jean Hanus. Celui-ci note qu'un tiers des 1.5% de réduction sur le premier ajustement pour coût de la vie va être récupéré lors du paiement des pensions du mois d'avril 2005 et garde prudemment l'espoir de la réintégration des deux tiers restants dans un avenir prévisible. Cet optimisme n'est pas partagé par M. John Fraser qui rappelle que cette mesure a perduré jusqu'en 2005, bien que le Comité mixte l'ait qualifiée lui-même, dès 1985, d'« arbitraire et, par conséquent, non désirable ».

5.6 L'AAFI-AFICS conjointement avec d'autres associations, avait préparé des propositions tentant vers un ajustement de pensions plus équitable au niveau mondial, qui tiennent compte des manipulations des monnaies et des taux de change. Ces propositions furent avalisées par la FAAFI, mais le Secrétaire de la Caisse des pensions présenta sa propre solution qui fut adoptée par le Comité mixte : un niveau plancher en monnaie locale équivalant à 80% de la pension en dollars a été mis en place. Répondant à une question de M. Roger Deschamps concernant le niveau le plus bas qui avait été atteint, M. Hanus précise que les pensions en Argentine ne représentaient plus que 40% de leur montant en dollars. M. Hanus espère que les négociations futures permettront d'élever ce minimum garanti.

5.7 En ce qui concerne la question des conjoints divorcés survivants (Article 35 bis), la FAFICS avait présenté un projet mais celui-ci n'a malheureusement pas été examiné lors de la réunion de 2004 du Comité mixte et a été renvoyé à la session de 2006. Mme Nathalie Tschyrkov (Cercle féminin des Nations Unies) estime que la position de la FAAFI concernant l'article 35bis n'est pas totalement satisfaisante. Elle estime notamment que la clause des 10 ans de mariage contenue dans l'article (b)(i) est devenue irréaliste à l'époque actuelle. Elle espère qu'un consensus se dégagera sur une durée réduite à 5 ans. Son intervention est appuyée par M. Juan Amunategui.

5.8 Le Président de la FAAFI précise que la question sera inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil de la Fédération. Il ajoute que la Caisse des pensions va devoir faire face à des problèmes nouveaux et fondamentaux, tels que les mariages homosexuels ou les unions libres. Il a l'intention de demander l'inscription de ces questions à l'ordre du jour du Comité mixte en 2006. Il relève par ailleurs que la fiabilité du calcul des indices du coût de la vie est un facteur important. Il mentionne enfin les problèmes rencontrés pour toucher leur pension par les retraités vivant au Nigeria, où il n'existe pas d'infrastructures bancaires appropriées.

5.9 Mme Caroline Lepeu (Bureau de Genève de la Caisse des pensions), en réponse à une question concernant les ajustements de pension à valoir en avril 2005, mentionne qu'en plus du paiement des 0.5% récupérés sur le premier ajustement de pension (voir paragraphe 5.5 ci-dessus), l'augmentation du coût de la vie dans certains pays allait engendrer une hausse des pensions de retraites ; entre autres : 5.2% pour les Etats Unis et la filière dollar, 2.1% pour la France, 3.2% pour la Suisse, 3.5% pour l'Allemagne, et le Royaume Uni et 6.8% pour l'Espagne. Cependant

l'Italie ne bénéficie pas d'augmentation liée au coût de la vie pour 2005.

Santé

5.10 La section sur la santé (paragraphe 24–30) est présentée par M. Jacques Bacaly. Il se félicite de ce qu'aucun des systèmes de protection de la santé des organisations internationales à Genève n'applique plus la dégressivité lors du remboursement des soins de longue durée. Cependant les plafonds applicables aux tarifs pratiqués par les établissements médico-sociaux (EMS) à Genève n'ont souvent pas été augmentés en proportion des coûts réels. Un autre problème concerne l'application fréquente par les médecins, aux personnes couvertes par les caisses des organisations internationales, d'honoraires supérieurs au tarif officiel TARMED applicable aux patients couverts par les caisses relevant de la LAMal (Loi suisse sur l'assurance maladie). Les caisses de santé tentent de négocier pour obtenir des tarifs alignés. M. Bacaly annonce par ailleurs que le nouveau Secrétaire exécutif de l'assurance maladie BIT-UIT a entrepris une étude concernant le niveau de dépendance. De son côté, la commission santé va étudier la question des critères de définition des dépenses de dépendance liées aux soins non infirmiers à domicile (toilette, repas, etc) .

5.11 M. Jan Rolian dit qu'il se sent frustré de ce que les membres de l'association n'aient qu'une fois par an l'occasion de prendre part aux discussions sur les différents sujets abordés qui, cependant, les concernent tous. Il rappelle que la discussion de 2004 sur les prestations liées aux situations de dépendance et la résolution sur les soins de longue durée avait ainsi été pratiquement « bâclée ». Il demande que plus de temps soit alloué sur ces sujets à l'Assemblée générale, que les groupes de travail soient accessibles aux membres et que leurs conclusions soient transmises à tous les membres de l'association. Il demande quelle suite a été donnée par le Comité à sa recommandation, faite en 2004, d'engager un actuaire.

5.12 Le président de l'AAFI-AFICS assure que des efforts seront entrepris pour prolonger le temps alloué aux débats de l'Assemblée générale sur les questions de santé. Il fait observer que les négociations avec les caisses sur des sujets tels que les plafonds et autres questions connexes sont longues et complexes. En ce qui concerne les études actuarielles, il rappelle qu'elles ne sont pas de la responsabilité de l'AAFI-AFICS mais des caisses elles-mêmes. Il fait aussi observer que les Caisses sont autonomes et peuvent, parfois, ne pas accueillir favorablement les propositions de l'AAFI-AFICS.

5.13 M. Klaus Samson déclare que, que sur certains aspects, les caisses de santé ont parfois des niveaux de couverture inférieurs à ceux pratiqués par les caisses LAMal, tout particulièrement dans le domaine des soins de dépendance de longue durée en ce qui concerne les soins non médicaux. Il demande s'il y a de nouveaux développements en ce qui concerne les refus d'accès aux EMS des retraités de la fonction publique internationale.

5.14 M. Bacaly répond qu'aucune amélioration n'est intervenue dans le cas de l'EMS du Petit-Saconnex. Concernant l'établissement de plafonds de remboursement des soins de longue durée adaptés aux frais réels, payés quel que soit le lieu, il indique que la notion de plafond n'implique pas que les plafonds doivent être relevés partout, mais qu'une limite supérieure soit fixée par pays ; cependant, à l'heure actuelle, le problème du contrôle n'est pas résolu. Pour conclure, il fait observer que les cotisations des caisses d'assurance sont très raisonnables. Il lance un appel pressant aux membres pour qu'ils traitent leurs dépenses médicales dans le plus grand souci d'économie. Tout le monde doit prendre conscience de ce qu'une augmentation des dépenses entraîne inévitablement une augmentation des recettes. Ce qui signifie qu'une augmentation des contributions ne devrait pas seulement être payée par les assurés mais aussi par les administrations, donc qu'elle devrait être autorisée par les délégués de l'Assemblée générale ou des organes correspondants des diverses organisations.

5.15 Le Comité exécutif de l'assurance maladie des Nations Unies a récemment approuvé de nouveaux statuts, qui devront être ratifiés par l'Assemblée générale des sociétaires (actifs et retraités). Toutefois, il n'a pas accepté, malgré l'insistance de l'AAFI-AFICS, d'allouer aux retraités un siège de membre à part entière avec droit de vote. L'AAFI-AFICS ne bénéficierait donc que d'un siège de représentant sans droit de vote et n'aurait pas la possibilité de nommer un suppléant. Les membres de l'assemblée, partageant le souci de ses représentants, sont invités à participer massivement au vote sur l'adoption des nouveaux statuts par l'Assemblée générale des sociétaires et à appuyer la position de ses représentants.

Action sociale

5.16 Anders Tholle présente la section sur l'Action sociale (paragraphe 31–36). Il fait l'éloge des excellents services rendus par l'assistante sociale, Mme Nana Leigh, qu'il présente à l'assemblée.

5.17 Sur le sujet des publications, M. Fraser s'inquiète d'une mention faite dans le dernier Bulletin de l'AAFI-AFICS, où il est fait appel à l'aide de traducteurs compétents en informatique. Il rappelle que beaucoup de traducteurs sont compétents dans leur discipline sans, pour autant, l'être en informatique. Le Président de l'AAFI-AFICS le reconnaît volontiers, précisant qu'il ne voulait pas décourager les bonnes volontés. Néanmoins il faut admettre que l'outil informatique est extrêmement précieux dans la préparation du Bulletin.

5.18 M. Ibrahim Ibrahim demande que le rapport soit accepté et que ses auteurs soient félicités pour leur travail. Il en est ainsi décidé par acclamation.

6. Comptes de l'exercice 2004 et questions liées

6.1 M. Venkataraman Narasimhan présente les comptes de l'exercice et exprime sa gratitude pour la collaboration apportée par les vérificateurs aux comptes. Il invite l'assemblée à poser les questions.

6.2 En l'absence de questions, le rapport est adopté à l'unanimité.

7. Désignation de deux vérificateurs aux comptes pour 2005

L'assemblée reconduit le mandat de MM. Anthony Ingram and Robert Yazgi pour 2005.

8. Divers

8.1 M. Deschamps, fonctionnaire des Nations Unies à la retraite, se réfère à la création récente d'une médaille destinée à récompenser les fonctionnaires ayant accompli trente ans de service. Il demande s'il y existe une possibilité que les retraités qui n'ont pas reçu une telle médaille lorsqu'ils étaient encore en activité, bien que satisfaisant aux conditions requises, la reçoivent également. Mme Susan Thompson, nouvelle Secrétaire exécutive du Conseil de coordination du personnel des Nations Unies, qui assiste à l'Assemblée, répond en soulignant l'accueil favorable fait à cette initiative prise par le Conseil de coordination lui-même. Les retraités, dit-elle n'ont pas été oubliés ; toutefois cette première manifestation a pris beaucoup de temps à organiser et il en aurait fallu encore davantage pour retrouver, cette année, les retraités satisfaisant aux mêmes conditions.

M. Klaus Samson exprime son désaccord avec ce genre de récompense, arguant que la chance de servir les Nations Unies est largement, en soi, une motivation et une récompense.

8.3 Aucune autre question n'étant soulevée, M. Aamir Ali exprime, au nom de tous les participants, ses remerciements à M. André Weber, président de la 65^{ème} Assemblée générale de l'AAFI-AFICS, pour son excellente conduite des débats.

Le Président remercie toutes les personnes, y compris les interprètes, qui, bénévolement, ont travaillé à la préparation de cette réunion. Il prononce la clôture des travaux de l'Assemblée générale à 12h30.

Fait à Genève le 5 avril 2005

Le président de l'Assemblée générale
André Weber

Le président de l'AAFI-AFICS
Jean-Jacques Chevron

----- ◀ ▶ -----

NOUVELLES DE NOTRE ASSOCIATION

COMITÉ DE L'AAFI-AFICS 2005-2007

Après les élections statutaires de mars 2005, dont le résultat a été proclamé le 5 avril 2005 à l'Assemblée générale annuelle de l'Association, la composition du Comité de l'AAFI-AFICS, pour la période 2005-2007, est la suivante (les nouveaux élus sont désignés par un astérisque) :

Président d'honneur : Aamir Ali

Membres élus : Jacques Bacaly, Yves Beigbeder (*), Elisabeth Belchamber, David Cohen (*), Jean-Jacques Chevron, Roger Eggleston (*), Stanislas Flache, Odette Foudral, Jean Hanus, Samy Kossovsky (*), Juan Mateu, Venkataraman Narasimhan, Robin Perry, Dev Ray, Marie-Claire Séguret, Anders Tholle, Pierre Vangeleyn.

Membres désignés par les Associations d'anciens fonctionnaires des organisations ayant leur siège à Genève : OMS : Roger Fontana (suppléant, David Cohen) ; BIT : Mario Tavelli (suppléant, Jean-François Santarelli) ; UIT : Jean Balfroid (suppléant, Fabio Bigi) ; AFIS/ITC : Olof Karsegard ; GATT-OMC : Claude Mercier ; OMM : René Mathieu (suppléant, Robin Perry)

A sa séance du 7 avril 2005 le Comité de l'AAFI-AFICS a élu aux fonctions de Président du Comité et de l'Association, Jean-Jacques Chevron ; Vice-présidents, Jacques Bacaly, Elisabeth Belchamber et Jean Hanus ; Trésorier, Venkataraman Narasimhan . Le poste de Secrétaire du Comité reste provisoirement vacant.

----- ◀ ▶ -----

DATES À RETENIR

21 juin 2005	Déjeuner d'été au Restaurant du BIT
2-11 septembre 2005	Voyage d'automne – Bienvenue aux Pays baltes (inscription et informations: Kuoni Voyages, Tel. 022 707 1721, courriel : anni.fiedler@kuoni.ch)
25 octobre 2005	Déjeuner d'automne au Restaurant du BIT (commémoration du 60 ^{ème} anniversaire des Nations Unies)
Tous les mercredis 09h30 – 12h30	Permanence* au bureau C.544-1, Palais des Nations Tel. 0041(0)22 917 3330
1 ^{er} & 3 ^{ème} mercredis de chaque mois	L' <i>Amicale du Soleil</i> se retrouve au Café du Soleil, Place du Petit-Saconnex Genève, pour partager le repas de midi

*** N.B. Il n'a aura pas de permanence le mercredi pendant le mois d'août 2005**

----- ◀ ▶ -----

NOUVELLES DE GENEVE

Le Canton de Genève nomme un délégué spécial chargé des relations avec les Organisations internationales

La République et Canton de Genève a adopté une nouvelle loi sur "la gestion et le développement des Affaires internationales" qui est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2005 . M. Laurent Walpen, précédemment chef de la police genevoise, a été choisi pour remplir les fonctions nouvelles qui en résultent. Il aura pour mission de promouvoir et défendre les intérêts de Genève Cité internationale face à la concurrence des autres villes. Il devra mettre en œuvre à cet effet une vision globale de la position de Genève pour en défendre l'image et la réputation.

A vingt années d'expérience dans l'administration publique et la police genevoises, M. Walpen ajoute une expérience internationale car il a participé aux opérations des Nations Unies au Rwanda. Il sera épaulé par deux adjoints. Dans un entretien avec la "Tribune de Genève", M. Walpen a expliqué que sa mission comprendrait une sorte de service de guichet où pourront être présentées les réclamations et doléances des intéressés.(Le Temps, La Tribune de Genève, 28/29 mars 2005)

Référendum genevois sur le droit de vote des résidents étrangers

Par référendum, les citoyens du Canton de Genève ont décidé d'octroyer le droit de vote municipal aux résidents étrangers. Cette décision a été acquise par 52,29 % des suffrages. Genève rejoint ainsi d'autres cantons suisses, tels le Jura, Neuchâtel, Fribourg et Vaud, qui ont déjà reconnu des droits politiques aux étrangers. Par deux fois, en 1993 et en 2001, des propositions identiques avaient été rejetées par les électeurs. Pour bénéficier de ce nouveau droit, les étrangers devront avoir résidé dans le Canton un minimum de huit années.

Une autre initiative qui tendait à accorder aux étrangers le droit d'éligibilité aux fonctions municipales à Genève a été repoussée par 52,78 % des suffrages (Le Temps, 24 avril 2005)



LA VIE DES ASSOCIATIONS

AFICS (NEW YORK)

L'AFICS (NEW YORK) célébrera son 35^e anniversaire en 2005. Plusieurs manifestations exceptionnelles sont prévues lors de l'Assemblée générale de mai. Une édition spéciale du Bulletin trimestriel contenant des souvenirs, des pensées et des réflexions des membres de l'association est en préparation. Le Rédacteur en chef a invité les membres à lui adresser des récits personnels sur ce que l'Association a signifié pour eux, retraités des Nations Unies, de même que ce qu'ils souhaitent voir leur Association promouvoir à l'avenir.

Le repas d'automne de l'Association a eu lieu le 18 novembre 2004 au "Jimmy Sung's Restaurant", East 44th Street. Notre Président, Jean-Jacques Chevron, le Président de la FAFICS Witold Zyss et le Vice-Président de la FAFICS Aurelio Marcucci (de la FFOA-Rome) prenant part à un groupe de travail de la Caisse des pensions des Nations Unies à ce moment, ont été invités à se joindre à ce déjeuner et se sont adressés aux participants. (AFICS(New York), Bulletin de janvier 2005).

Une réunion des Mohicans

Le groupe, qui va s'amenuisant, des tout premiers fonctionnaires des Nations Unies (ceux de 1945) se nomme les "Mohicans", nom repris de celui d'une ancienne tribu des Indiens d'Amérique (les Mohicans),

installée dans la vallée de l'Hudson supérieur avant l'arrivée des colons étrangers. Un groupe vaillant de survivants s'est réuni le 3 juin 2004 pour son déjeuner annuel au Restaurant des Délégués du siège des Nations Unies à New York. (AFICS (New York), Bulletin d'octobre 2004 – Dictionnaire de Meriam Webster).

AAFU, Paris

Lorsque le présent Bulletin de l'AAFI-AFICS vous parviendra, notre association sœur de Paris, l'Association des Anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AAFU), aura tenu son Assemblée Générale annuelle (le 9 mai 2005). Il aura été procédé à l'élection de quatre nouveaux membres au Comité Exécutif de l'AAFU et une information spéciale aura été communiquée au sujet de l'assurance médicale de l'UNESCO.

Le 6 décembre 2004, une réunion spéciale d'information s'est tenue concernant " La FAFICS et la Caisse des Pensions". La Présidente de l'AAFU, Yolaine Nougier et le Président de la FAFICS, Wytold Zyss, ont expliqué, devant une Salle des Conférences comble, le rôle de la Fédération et de ses représentants auprès du Comité des Pensions et de la Caisse. (Bulletin de l'AAFU "Lien/Link" Janvier-mars 2005) .

AOMS, Genève

Lors de sa réception de fin d'année, le 2 décembre 2004, l'Association des Anciens Fonctionnaires de l'OMS a réuni environ deux cents anciens employés de l'OMS et leurs familles, de même que quelques fonctionnaires actuels et le Dr.Lee Jong-wook, Directeur-Général de l'Organisation. Le Directeur Général, de même que l'ancien président de l'Association, David Cohen, et son successeur qui venait d'être élu, Roger Fontana, se sont adressés aux participants. Comme toujours il a été fait honneur au buffet, très apprécié par les invités.

AUTRES NOUVELLES BRÈVES DES ASSOCIATIONS

Canada

L'ACAFI-Montréal a tenu un dernier déjeuner pour ses membres à l'Institut de l'Hôtellerie de Québec, au cours duquel un repas à un prix très raisonnable a été servi par des chefs et des garçons en cours de formation professionnelle provenant de l'ensemble du Québec. Les hôtes avaient été prié de s'exprimer en anglais avec le personnel, l'anglais faisant partie du curriculum de celui-ci.

Il convient de relever que les activités sociales entre anciens fonctionnaires internationaux sont fréquentes dans l'extrême ouest du Canada. Un déjeuner commun a réuni le 4 octobre 2004 à Vancouver des membres de l'ouest du Canada groupés dans l'ACAFI-CAFICS et de l'AFICS (NEW YORK). Ce printemps, une nouvelle réunion a eu lieu le 7 mars 2005, et la date du 4 octobre 2005 a été retenue pour le déjeuner de cet automne. (CAFICS Bulletin No.57, hiver 2004-2005).

Irlande

Il n'a pas encore – malheureusement - d'association de retraités en Irlande. Bien que de nombreux anciens fonctionnaires internationaux soient membres soit de l'AAFI-AFICS, soit de l'AFICS (NEW YORK) ou des deux, ils ont leur propre réseau d'activités sociales. C'est ainsi que l'ancien fonctionnaire des Nations Unies Ed Fennelly a relaté une de leurs récentes rencontres : *"Si, d'aventure, le 24 octobre 2004, vous étiez passé devant l'Auberge de la Vache Rouge (Red Cow Inn), dans le sud de Dublin, vos oreilles auraient été assaillies par les sons de bruyants divertissements jaillissant de l'auberge. Bouchons qui sautaient, verres qui tintaient et brouhaha de conversations animées auraient troublé votre audition. Ainsi se célébrait, par les retraités, la journée des Nations Unies."* (Bulletin AFICS (New York) Janvier 2005).

Liban

En mars 2005, l'AFICS-Beirut a publié son second bulletin d'information. Le Président de l'Association, Farouk Mawlawi, y fait état de ses visites et contacts avec les annexes de l'Association en Syrie et en Jordanie. Le 17 septembre 2004, 145 personnes ont pris part, au dîner annuel servi dans le "Monroe Hotel" de Beirut. Le Bulletin contient aussi un message de soutien au Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, en réaction aux accusations et critiques exprimées dans les media concernant le programme « Pétrole contre Nourriture ». Le message fait état de ce qui suit :

"Considérant le grand nombre d'opérations menées par les Nations Unies dans le monde, nous sommes conscients que des problèmes puissent surgir. Nous nous opposons à toutes malversations de la part de fonctionnaires des Nations Unies en exercice, et nous adhérons entièrement à toute mesure d'investigation. Nous croyons que justice doit être rendue dans chaque cas et ceci dans la stricte application des règles pertinentes. Nous condamnons par contre les attaques injustifiées contre le Secrétaire général et l'Organisation que nous avons servie durant la plus grande partie de nos vies." (AFICS-Beirut Bulletin No.2, mars 2005).

----- ◀ ▶ -----

LA VIE DES ORGANISATIONS

CNUCED, Genève

Le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a nommé M. Supachai Pakitchpakdi, ancien Vice-Premier Ministre de Thaïlande et actuellement Directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce, au poste de Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). M. Supachai prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} septembre 2005 (Le Temps, 28 février 2005). Il sera remplacé fin juin à l'OMC par M. Pascal Lamy, ancien président de la Commission de l'Union européenne.

Mark Malloch Brown

Dans un numéro spécial daté du 18 avril 2005, l'hebdomadaire américain *TIME* a publié sa liste des cent personnalités les plus influentes dans le monde. L'une d'elles est M. Mark Malloch Brown, le nouveau directeur du cabinet du Secrétaire général Kofi Annan. Malloch Brown, qui est âgé de 51 ans, y est décrit comme « débordant de charme, de rigueur et de finesse », soulignant qu'il aura bien besoin de toutes ces qualités dans ses nouvelles fonctions qui sont parmi les plus difficiles qui soient. En cette période de tensions – mais qui peut aussi être féconde – pour les Nations Unies, Malloch Brown devra manœuvrer entre Washington, mal disposée à l'égard des Nations Unies, les 190 autres Etats membres, les autres Organisations du système et leurs légions de fonctionnaires. M. Malloch Brown, un ancien journaliste, a travaillé pour le HCR à l'époque où Kofi Annan en était le chef du personnel. Il a également été le conseiller politique de dirigeants aux prises avec des situations difficiles en Amérique Latine et aux Philippines, la Présidente Cory Aquino lorsqu'elle a succédé au Président Marcos.

M. Malloch Brown avait été nommé Administrateur du PNUD en 1999. Selon *TIME*, il aurait puissamment restauré le moral et la productivité du personnel, permettant l'élaboration de rapports marquants (par exemple sur la démocratie au Moyen-Orient), et défendu brillamment les objectifs de développement du Millénaire. Il assure les fonctions de chef de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies depuis le 1^{er} janvier 2005. (TIME, 18 avril 2005)

Autres nominations

Le Secrétaire général a annoncé qu'il avait désigné pour siéger au sommet chargé de la réforme des Nations Unies, qui aura lieu à New York en septembre 2005, MM. Dermot Ahern, ministre des Affaires étrangères d'Irlande, Ali Atlas, ancien ministre des Affaires étrangères d'Indonésie, Joaquin Chissano, pour le Président du Mozambique, et Ernest Zedillo, ancien Président du Mexique.

Le Secrétaire général a également nommé Mme Geir O. Pedersen, de Norvège, comme son représentant personnel pour le Sud-Liban, où elle succédera à Staffan de Mistura, nommé en Irak comme Représentant spécial du Secrétaire général (FMANU-WFUNA News).

Banque mondiale

Paul Wolfowitz, ancien Secrétaire adjoint à la Défense des Etats-Unis, a été élu Président de la Banque mondiale (FMANU-WFUNA News).

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Le Secrétaire général des Nations Unies a accepté la démission de Ruud Lubbers de ses fonctions de Haut-Commissaire. Remerciant le Haut-Commissaire pour l'attachement et le dévouement dont il avait fait preuve à l'égard des réfugiés, il a déclaré "qu'il était convaincu qu'il était de l'intérêt du Haut-Commissariat, de son personnel et des réfugiés dont il a la charge, qu'une page soit tournée et un nouveau chapitre ouvert" (FMANU-WFUNA News)

En attendant la nomination d'un nouveau Haut-Commissaire, ces fonctions seront assurées par le Haut-Commissaire adjoint, Mme Wendy Chamberlain. (Conférence de presse du siège de l'ONU, New York, 22 avril 2005)

OMPI

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a célébré, le 14 janvier 2005, les innovateurs du monde entier à l'occasion de l'enregistrement de la millionième demande de brevet international au titre du Traité de Coopération en matière de Brevets. Le Directeur général de l'OMPI, Kamil Idris, a souligné que cet événement est une étape dans l'histoire du Traité, dont les vingt-six années d'existence témoignent d'une accélération remarquable du progrès technique. Une cérémonie a eu lieu au siège de l'OMPI, à laquelle ont participé les représentants de plusieurs branches de la technologie et de l'électronique.

S'exprimant au nom de Philips Electronics, le plus grand utilisateur du Traité, le Directeur général de cette société a déclaré que Philips Electronics fait chaque jour enregistrer des brevets au titre du Traité et en apprécie quotidiennement les avantages. La protection de la propriété intellectuelle assurée par le Traité couvre plus de 120 pays. (Communiqué de presse no.401 de l'OMPI).



LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE

Au mois de décembre dernier (*Bulletin* Vol. 63, n° 5) nous vous avons annoncé que nous analyserions ici-même, au cours de l'année 2005, les principaux Objectifs du Millénaire pour le Développement en attendant les résultats de la première évaluation quinquennale à laquelle doit procéder la Réunion au sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra en septembre prochain aux Nations Unies, à New York.

Nous ne pouvons faire mieux, en réalité, que de présenter ici le rapport, qu'en vue de cette Réunion, le Secrétaire général a dévoilé le 21 mars 2005 devant l'Assemblée générale, sur les progrès accomplis dans l'application de la Déclaration du Millénaire pour le Développement. Dans son allocution, M. Kofi Annan a déclaré : « *La principale conclusion de ce rapport est que les objectifs*

énoncés dans la Déclaration peuvent être atteints, mais à la seule condition que vous, les Etats membres, soyez prêts à adopter une série de mesures précises et concrètes cette année (...) Je vous invite à envisager mes propositions comme un tout (...) *J'ai délibérément évité toute envolée rhétorique. Nous avons tous entendu prononcer dans cette salle assez de déclarations ronflantes pour les décennies à venir. Nous connaissons tous la nature des problèmes que nous rencontrons et la teneur des engagements que nous avons pris. Il ne s'agit plus maintenant de faire des déclarations et des promesses mais d'agir pour tenir les engagements que nous avons pris.* »

Le rapport lui-même contient plus de quatre vingt dix pages. Fort heureusement pour les lecteurs du *Bulletin*, il en existe un « résumé

analytique » préparé par ses auteurs ! Sous le titre de « Dans une liberté plus grande... », mots tirés de la Charte et qui expriment l'idée que le développement, la sécurité et les droits de l'homme doivent aller de pair, le rapport contient quatre grands chapitres : I. Vivre à l'abri du besoin - II.

Vivre à l'abri de la peur - III. Vivre dans la dignité – IV. Renforcer l'Organisation des Nations Unies. Dans ce numéro du Bulletin, nous vous présentons les trois premiers ; dans notre numéro du mois d'août, nous publierons le quatrième.



DANS UNE LIBERTÉ PLUS GRANDE

Développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous

Résumé analytique

Introduction : une occasion historique à saisir en 2005

En septembre 2005, les dirigeants politiques du monde entier se réuniront à New York pour faire le point des progrès accomplis depuis que tous les États Membres ont adopté la Déclaration du Millénaire en 2000. Le rapport du Secrétaire général propose un ordre du jour que le sommet examinera et auquel il donnera suite. Il s'agit de grandes orientations et de réformes qui peuvent être mises en œuvre si elles recueillent la volonté politique nécessaire.

Les événements qui se sont produits depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire imposent de parvenir à un nouveau consensus sur les grands problèmes et les grandes priorités et de traduire ce consensus en une action collective. Ce sont les besoins et les espoirs des peuples du monde qui doivent nous servir de guide. Il faut agir dans trois domaines à la fois, le développement, la sécurité et les droits de l'homme, faute de quoi on ne réussira sur aucun front. Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés.

Dans un monde où les dangers et les problèmes sont liés entre eux, tous les pays ont intérêt à ce que des mesures efficaces soient prises face à tous les dangers et problèmes. Une liberté plus grande exige donc une coopération étendue, poussée et continue entre les États. Le monde a besoin d'États forts et capables, de partenariats efficaces avec la société civile et le secteur privé et d'institutions intergouvernementales régionales et mondiales agiles et efficaces, capables de mobiliser une action collective et de la coordonner. L'ONU doit être transformée. Des changements inédits doivent être opérés avec une audace jamais vue et une diligence sans précédent.

I. Vivre à l'abri du besoin

Ces 25 dernières années, le monde a assisté au recul le plus spectaculaire de la misère qu'il ait jamais connu. Malheureusement, des dizaines de pays se sont aussi appauvris. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes ont moins d'un dollar par jour pour vivre : chaque année, 3 millions de personnes meurent du VIH/sida et 11 millions d'enfants meurent avant l'âge de 5 ans.

La profusion sans précédent de ressources et de technologies actuellement disponibles fait de nous la première génération qui peut réellement faire du droit au développement une réalité pour tous et mettre l'humanité entière à l'abri du besoin. Il existe une vision commune du développement. Les objectifs du

Millénaire pour le développement, allant de la réduction de moitié de la misère à la scolarisation de tous les enfants d'âge primaire d'ici à 2015, et l'arrêt de la propagation des maladies infectieuses sont devenus des indicateurs mondialement reconnus des progrès d'ensemble à accomplir et ont été adoptés aussi bien par les donateurs que par les pays en développement, la société civile et les grands organismes de développement.

Les objectifs du Millénaire pour le développement peuvent être atteints en 2015 à condition de s'écarter des pratiques habituelles et d'accélérer et d'intensifier de façon spectaculaire l'application des mesures dès maintenant.

En 2005, le partenariat mondial entre pays riches et pays pauvres – un des objectifs du Millénaire pour le développement qui a été réaffirmé et précisé en 2002 à la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey (Mexique) et au Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg (Afrique du Sud) – doit devenir une réalité. Ce partenariat repose sur la responsabilité mutuelle et la transparence. Les pays en développement doivent renforcer la gouvernance, lutter contre la corruption, promouvoir la croissance pilotée par le secteur privé et mobiliser pleinement les ressources nationales pour financer les stratégies nationales de développement. Les pays développés, de leur côté, doivent appuyer ces efforts en augmentant l'aide au développement, en favorisant un nouveau système commercial davantage axé sur le développement et un allègement de la dette élargi et renforcé.

Les domaines d'action prioritaires pour 2005 sont les suivants :

- **Stratégies nationales** : Chaque pays en développement en proie à la misère devrait d'ici à 2006 adopter et commencer d'appliquer une stratégie nationale de développement suffisamment ambitieuse pour que les cibles à atteindre en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement le soient d'ici à 2015. Chaque stratégie doit tenir compte de sept grands types d'investissements et de politiques publics : l'égalité des sexes; l'environnement; le développement rural; le développement urbain; les systèmes de santé; l'éducation; la science, la technologie et l'innovation.
- **Financement du développement** : L'aide publique au développement doit plus que doubler dans les années à venir. Il n'est pas nécessaire que les pays donateurs prennent de nouveaux engagements. Il leur suffit d'honorer les engagements antérieurs. Les pays développés qui ne l'ont pas encore fait devraient établir des calendriers pour réaliser l'objectif consistant à consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement en 2015 au plus tard, en augmentant sensiblement les apports à compter de 2006 au plus tard, et en atteignant 0,5 % d'ici à 2009. Cette augmentation devrait être obtenue au moyen d'un mécanisme international de financement qui concentrerait les apports d'APD. À plus long terme, il faudrait aussi examiner d'autres sources novatrices de financement du développement. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme doit bénéficier d'un financement intégral et des ressources doivent être mises au service d'une stratégie d'ensemble élargie de prévention et de traitement du sida. Ces dispositions doivent être complétées par des mesures immédiates destinées à encourager la réalisation de « gains rapides » dans divers domaines, à savoir des initiatives relativement peu onéreuses et extrêmement efficaces qui sont susceptibles de produire des gains immenses à court terme et de sauver des millions de vies humaines, comme par exemple la distribution gratuite de moustiquaires traitées à l'insecticide.
- **Commerce** : Le cycle de négociations commerciales de Doha devrait tenir ses promesses en matière de développement et être mené à bonne fin en 2006 au plus tard. Dans un premier temps, les États Membres devraient accorder à tous les exportateurs des pays les moins avancés l'accès aux marchés en franchise de droits et hors quotas.
- **Allègement de la dette** : L'endettement tolérable doit être redéfini comme étant le niveau d'endettement qui permet à un pays d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement avec l'assurance que les ratios d'endettement n'auront pas augmenté en 2015.

Il faut également prendre de nouvelles mesures pour garantir la viabilité écologique. Les progrès scientifiques et les innovations techniques doivent être exploités dès maintenant pour mettre au point les outils permettant d'atténuer les changements climatiques. Il faut aussi élaborer un cadre international plus ouvert pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre après 2012, année où le Protocole de Kyoto n'aura plus effet, qui permette une large participation de tous les principaux émetteurs et des pays développés et en développement. Des mesures concrètes doivent aussi être prises en ce qui concerne la désertification et la biodiversité.

Les autres priorités pour une action au niveau mondial concernent la surveillance et le suivi des maladies infectieuses, la mise en place d'un système mondial d'alerte rapide pour les catastrophes naturelles, l'appui à la science et la technique au service du développement, l'appui aux infrastructures et aux institutions régionales, la réforme des institutions financières internationales et une coopération plus efficace pour mieux gérer les migrations dans l'intérêt de tous.

II. Vivre à l'abri de la peur

Si les progrès du développement restent insuffisants en raison des problèmes de la mise en œuvre, sur la question de la sécurité, le monde ne parvient pas à s'entendre malgré le sentiment d'insécurité grandissant, et les résultats obtenus ne sont que trop souvent controversés.

Le Secrétaire général souscrit sans réserve au projet ambitieux d'une sécurité collective. Au XXI^e siècle, les menaces pesant sur la paix et la sécurité ne sont pas seulement la guerre et les conflits internationaux, mais aussi le terrorisme, les armes de destruction massive, la criminalité organisée et la violence civile. Il faut compter aussi avec la pauvreté, les épidémies mortelles et la dégradation de l'environnement, dont les conséquences peuvent être tout aussi catastrophiques. Tous ces phénomènes sont meurtriers et peuvent compromettre la survie de l'humanité. Ils peuvent aussi saper les fondements de l'État en tant qu'élément de base du système international.

Pour qu'il y ait sécurité collective aujourd'hui, ce qui constitue une très grave menace pour l'une des régions doit être considéré comme telle par toutes. Il ne s'agit pas de questions théoriques mais d'urgences capitales.

Il faut transformer l'Organisation des Nations Unies en cet instrument de prévention des conflits, ce qui a toujours été sa vocation, en suivant certaines grandes orientations et en concrétisant les actions institutionnelles nécessaires :

- **Prévention du terrorisme catastrophique** : Les États devraient adopter une stratégie globale reposant sur cinq idées maîtresses : dissuader les populations de recourir au terrorisme ou de le soutenir; empêcher les terroristes de se procurer des fonds et des équipements; dissuader les États de financer le terrorisme; aider les États à se doter de moyens de lutte contre le terrorisme; défendre les droits de l'homme. Les États doivent s'entendre sur une convention globale sur le terrorisme, fondée sur une définition du terrorisme claire et acceptée par tous. Ils doivent également mener à bien, dans les plus brefs délais, l'élaboration de la convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.
- **Armes nucléaires, biologiques et chimiques** : Il est essentiel de progresser sur les chapitres du désarmement et de la non-prolifération. En matière de désarmement, les États dotés de l'arme nucléaire doivent réduire encore leur arsenal d'armes nucléaires non stratégiques et continuer de respecter les accords de maîtrise des armements qui imposent la destruction totale et définitive de ces armes, réaffirmer leur détermination à offrir des garanties négatives de sécurité et appliquer le moratoire sur les essais nucléaires. S'agissant de la non-prolifération, le pouvoir de vérification de l'Agence internationale de l'énergie atomique doit être renforcé par l'adoption universelle du modèle de protocole additionnel, et les États doivent s'engager à mettre au point, à signer et à appliquer un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

- **Règlements et prévention des conflits** : À l'heure actuelle, la moitié des pays qui sortent d'une guerre retombent dans la violence dans les cinq années qui suivent. Les États Membres devraient créer une commission intergouvernementale de consolidation de la paix, ainsi qu'un bureau d'appui à la consolidation de la paix, au Secrétariat de l'ONU, afin qu'il soit plus facile au système des Nations Unies d'aider les pays à réussir la transition de la guerre à la paix. Ils doivent également prendre des mesures pour renforcer la capacité collective d'utiliser les outils de médiation, les sanctions et le maintien de la paix (y compris le principe de la « tolérance zéro » à l'égard de l'exploitation sexuelle des mineurs et d'autres groupes vulnérables par des membres des contingents du maintien de la paix, en accord avec les directives du Secrétaire général).
- **Recours à la force** : Le Conseil de sécurité devrait adopter une résolution établissant les principes sur lesquels fonder les décisions concernant le recours à la force, et déclarer son intention de s'en inspirer lorsqu'il décidera d'autoriser ou de demander le recours à la force.

Une coopération plus efficace pour combattre la criminalité organisée, éliminer le commerce illicite des armes légères et nous débarrasser du fléau que constituent les mines antipersonnel qui continuent de tuer et de mutiler des innocents et retardent le développement dans quasiment la moitié des pays du monde est une des autres priorités pour une action au niveau mondial.

III. Vivre dans la dignité

Dans la Déclaration du Millénaire, les États Membres ont déclaré qu'ils n'épargneraient aucun effort pour promouvoir la démocratie et renforcer l'état de droit, ainsi que le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus sur le plan international. Et au cours des 60 dernières années, un impressionnant cadre normatif a été mis en place et développé.

Pourtant, si elles ne sont pas mises en œuvre, ces déclarations sonnent creux. Nos promesses, si elles ne sont pas suivies d'effets, sont vides de sens. Les gens qui sont menacés de crimes de guerre ne trouvent aucun réconfort dans le texte resté lettre morte des Conventions de Genève. Les traités interdisant la torture sont une piètre consolation pour les prisonniers victimes de leurs geôliers, en particulier si les dispositifs internationaux relatifs aux droits de l'homme permettent aux responsables de se cacher derrière leurs amis haut placés. Une population lasse de la guerre désespère, lorsqu'en dépit de la signature d'un accord de paix, elle ne constate guère de progrès sur la voie de l'instauration d'un gouvernement respectueux du droit. Quant aux engagements solennels en faveur du renforcement de la démocratie, ils demeurent vides de sens pour ceux qui n'ont jamais pu élire leurs dirigeants et qui ne voient aucun signe de changement.

Aussi, faut-il renforcer le cadre normatif développé de manière spectaculaire au cours des 60 dernières années. Mais, plus important encore, il faut prendre des mesures concrètes pour limiter l'application sélective, la mise en œuvre arbitraire et l'impunité. Le monde qui a légiféré doit maintenant passer de la théorie à la pratique.

Il nous faut agir dans les domaines prioritaires suivants :

- **Primauté du droit** : La communauté internationale doit assumer la « responsabilité de protéger » ; c'est là la base d'une action collective contre le génocide, la purification ethnique et les crimes contre l'humanité. Tous les traités ayant trait à la protection des civils devraient être ratifiés et appliqués. Il faudra faire en sorte de renforcer la coopération avec la Cour pénale internationale et les autres tribunaux internationaux ou mixtes chargés de juger les crimes de guerre ainsi qu'avec la Cour internationale de Justice. Le Secrétaire général a aussi l'intention de renforcer les moyens dont dispose le Secrétariat pour aider les pays qui s'efforcent de rétablir l'état de droit au sein de sociétés plongées dans un conflit ou qui émergent d'un conflit.

- **Droits de l'homme** : Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme devrait être doté de ressources financières et humaines supplémentaires et jouer un rôle actif dans les délibérations du Conseil de sécurité et de la commission pour la consolidation de la paix qu'il est proposé de créer. Les organismes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme doivent eux aussi être rendus plus efficaces et mieux à même de réagir.
- **Démocratie** : Il faudrait créer à l'ONU un fonds pour la démocratie destiné à aider les pays qui cherchent à instaurer la démocratie ou à la renforcer.



PARLONS DU TEMPS

Nos amis les Anciens de l'Organisation météorologique mondiale nous tiennent régulièrement au courant de l'évolution du temps qu'il fait ou, plutôt, instruits par l'expérience de leur vie active, du temps qu'il a fait. Voici leurs prévisions pour l'année écoulée en Suisse et l'hiver que nous venons d'y vivre.

Coup d'œil sur le climat local de 2004

Température - Après l'hiver extrêmement doux de 2002 et le printemps et l'été remarquablement chauds de 2003, l'été 2004 s'est révélé moins capricieux en ce qui concerne la température en Europe, bien qu'elle ait été encore significativement plus chaude que la température normale 1961-1990. Reykjavik et Genève (de même que Aigle, Payerne, Neuchâtel, Berne, Interlaken, Locarno et Lugano) n'ont pas eu un seul mois durant lequel la température moyenne ait été inférieure à la normale. Il y a lieu de dire en passant que l'écart de la moyenne mondiale en 2004 (+0.44°C) a fait de cette année la quatrième plus chaude depuis le début de ces mesures en 1861.

Ensoleillement - Après les excès de 2003, la durée d'ensoleillement pour l'année a encore été supérieure à la normale dans l'ouest et le centre de la Suisse.

Pluie - Les précipitations ont été inférieures à la normale avec l'exception notable de Genève où le total de l'année a été de 990mm (soit 120% de la normale); janvier, avril et octobre étant humides. Mais les précipitations sont un élément déroutant dans les statistiques, 2001 et 2002 ont été toutes deux plus humides avec 1217 et 1166mm.(148 et 142%) respectivement. Le total en 2003 a été de 737mm (90%).

L'hiver de 2004/2005

La période s'étendant d'environ le 22 janvier jusqu'au 9 mars a été nettement plus froide que depuis quelques décennies, notamment dans certaines stations de montagne et à Aigle. La moyenne de février à Genève a été de +0,68°C, ‡ Pully +0,5°C, à La Dôle (1670m) -7,4°C et à Aigle de -1,8°C. En termes d'écart de la normale 1961-1990 pour février, ceci correspond respectivement à -1,9, -2,3, -3,9 et -3,8 degrés Celsius, mais pour l'ensemble de l'hiver ne correspond qu'à -0,2, -0,7, -0,8 et -1,4 degrés.

Après un décembre triste, janvier a été glorieusement ensoleillé sur le plateau, de Genève jusqu'à Saint-Gall, avec un ensoleillement nettement supérieur au double de la normale. Comme on pouvait s'y attendre avec les vents dominants du NE, l'ensemble du sud-ouest de la Suisse a eu un hiver sec. Le total trimestriel des précipitations à Genève atteignait à peine 60% de la normale*.²

Robin Perry

Sources: *Bulletin météorologique mensuel de Météo Suisse.*



² * Et mars 2005 n'atteignit que 49%.

LES PAONS, PATRIMOINE DU PARC DE L'ARIANA

Les paons dans le Parc de l'Ariana lui sont indissociables. Le testament de Gustave Revilliod, donateur du Parc en 1890 à la ville de Genève qui le céda ensuite à la Société des Nations dans les années 1920, contenait trois clauses dont l'obligation de laisser les paons se pavaner dans la propriété. Depuis, ils vivent en semi-liberté seulement nourris par l'équipe des jardiniers du Palais des Nations. Sans abris, c'est à eux de se protéger des prédateurs tels les renards, les corbeaux ou les buses qui attaquent les œufs ou les poussins. Si les mâles dorment dans les arbres, les femelles, lorsqu'elles ont des petits, restent au sol et deviennent plus vulnérables.

Dans les années 70' et 80' le parc bénéficia de dons privés de couples de paons et en 1997 cinq paons furent offerts par un parc zoologique japonais. Leur état sanitaire vérifié à l'aéroport, ils furent gardés en quarantaine dans une volière du Parc Ariana. Acclimatés au parc, ils y sont restés fidèles. L'équipe des jardiniers s'occupe de leur santé. Ainsi, si vous voyez un paon qui clopine sur une patte, n'appellez pas : blessé par une voiture, il se porte maintenant très bien.

Vous reconnaîtrez facilement les mâles avec leur longue traîne bleue, ornée de beaux yeux multicolores qu'ils ouvrent pour séduire les femelles, plus discrètes, qui disposent pour seule parure d'un collier vert. Ces bêtes cohabitent très bien avec l'homme sans l'importuner, sauf si vous les nourrissez, alors elles quémanderont avec leur bec.

Emmanuelle Gantet, ONUG



VOYAGES

**Si vous allez cet été en Irlande ...
ne manquez surtout pas**

Joyce à Dublin (Bibliothèque nationale d'Irlande)

James Joyce, tout comme son œuvre, eut divers liens avec la Bibliothèque nationale d'Irlande. Le jeune Joyce était un lecteur assidu de la BNI, et le décor du neuvième épisode d'*Ulysse*, « Charybde et Scylla » se situe dans le bureau de la Bibliothèque, derrière le comptoir de la salle de lecture.

En 2002, la Bibliothèque nationale d'Irlande a fait l'acquisition d'une remarquable collection de manuscrits de Joyce, dont la plupart sont des ébauches inconnues d'*Ulysse*. Ces manuscrits sont maintenant au cœur d'une nouvelle exposition à la Bibliothèque, à côté d'une quantité d'autres documents fascinants sur la vie et l'œuvre de James Joyce et qui font partie de la collection de la Bibliothèque de longue date. L'ensemble fournit un contexte matériel et historique ainsi qu'un arrière plan à cette nouvelle

révolutionnaire qu'est *Ulysse*. Des portraits de James Joyce, de son épouse Nora Barnacle Joyce et de son père Stanislaus Joyce font aussi partie de cette exposition.

James Joyce n'a écrit aucune de ses œuvres, pas même son *Ulysse*, dans un climat de grandeur solitaire, retiré du monde dans un cabinet de travail particulier. Au contraire, il travaillait là où il trouvait de la place, sur la table de la cuisine, ou parfois assis dans son lit dans l'ambiance familiale bruyante et animée de l'appartement qu'il partageait avec son épouse Nora et leurs deux enfants. Au moment où *Ulysse* fut écrit, la famille Joyce vivait à Trieste, Zurich et Paris dans des appartements de location.

Ulysse fut publié à Paris par Shakespeare and Company, la maison d'édition de Sylvia Beach, le

2 février 1922, jour du quarantième anniversaire de Joyce. *Ulysse* est aujourd'hui considéré par de nombreux lecteurs comme le roman le plus significatif du vingtième siècle, et la première édition de 1922 est la pièce de collection du livre contemporain. Dix jours après sa publication, Joyce dédicça l'exemplaire No. 1 « en signe de gratitude » à son mécène et amie Harriet Weaver. En 1952, le jour de la Saint Patrick, cette dernière présenta à la Bibliothèque nationale d'Irlande cet exemplaire capital. L'histoire d'*Ulysse*, tant au niveau du texte que de la publication, marie de manière exceptionnelle langage et matériau : chacun relie une version du texte à une combinaison d'encre, de caractère, de papier et de tissu.

L'accueil d'*Ulysse* par le public fut, comme le livre lui-même, ni simple ni franche. Dès le début, le chef d'œuvre de Joyce s'avéra être un livre qui provoquait des sentiments et des opinions forts et controversés, une sorte de catalyseur pour le débat et la controverse. Passant de sa publication sous forme de série dans le petit magazine « Review » à son interdiction puis son éventuelle acceptation aux USA, le roman provoqua des opinions très étonnantes.

Décédé en 1941, James Joyce reste malgré tout l'emblème d'une très grande importance culturelle et littéraire. A mesure que l'intérêt s'est intensifié pour l'œuvre de Joyce, il en a été de même pour l'étude de sa vie. James Joyce ne tenait pas un journal dans le sens traditionnel du mot. A part

ses lettres prolifiques, son Paris-Pola, « recueil personnel de citations », est le livre de ses Mémoires le plus révélateur de toutes les périodes marquantes de sa vie. Il est la chronique d'un nombre de transitions cruciales dans le développement personnel et artistique de Joyce depuis son second voyage à Paris en janvier 1903 jusqu'à son départ pour le continent avec Nora Barnacle en octobre 1904, et bien plus encore.

Perspectives 2005

En février et mars 2005, dans le cadre du programme de la RNI, le Directeur de la Fondation zurichoise James Joyce, le curateur de l'exposition *Ulysse* de la Bibliothèque nationale et l'auteur de *Years of Bloom* ont donné des conférences : James Joyce à Trieste 1904-1920. Les *Dubliners* est le nom d'un nouveau groupe de lecture qui a commencé ses activités hebdomadaires en février 2005. La RNI a parmi ses titres à la vente un éventail de littérature de Joyce et de Dublin.

Note : Ce texte est tiré de la présentation de l'exposition inaugurale : « Ulysse » de James Joyce à la Bibliothèque nationale d'Irlande de Dublin qui utilise diverses technologies informatiques ainsi que des commentaires fort sérieux (film, audio, contact, texte). L'exposition se tiendra de juin 2004 à l'automne 2005. Elle contient les temps forts des collections de la bibliothèque en ce qui concerne non seulement Joyce et son Ulysse, mais aussi Dublin au début du siècle.

Mai 2005

Ita Marguet



LES ANGES D'ACCORD ! MAIS LE DIABLE ?

Notre ami Manuel Carrillo, membre de notre Association, publie à l'intention de sa famille et de ses proches, une lettre périodique intitulée "Le Canard Tribal". Le numéro de mars 2005 contient un article qui nous a semblé mériter une diffusion spéciale dans le Bulletin .

Dans la plupart des traditions antiques il est fait mention d'êtres surnaturels et, en particulier, des Anges, considérés comme des esprits protecteurs et bienfaisants. Ces derniers temps, les pauvres Anges semblaient être tombés dans l'oubli. Mais voilà que les adeptes du Nouvel Age les ont remis à la mode au point d'organiser le premier Colloque européen sur les Anges gardiens. Evidemment, parler des Anges dans ce petit "Canard Tribal" va me faire passer pour un patriarche nécessitant d'urgence un traitement psychiatrique. Tant pis ! Va pour les Anges. Mais alors, que faire du Diable ?

On a dit que "le démon est un pauvre diable". Et c'est vrai ! Tout le monde tape dessus, même ceux qui lui sont attachés au point d'incarner le diable lui-même: Genghis Khan, Staline, Hitler, Pol Pot, Duvalier, Pinochet, Al-Zarquaoui et les groupes sataniques attirés par l'au-delà et l'occultisme. Pour faire bonne mesure, ajoutons-y les terroristes modernes - privés et publics - toujours prêts, au nom d'Allah, de Dieu ou d'autres personnages divins, à envoyer froidement de pauvres diables au Diable, entre deux prières ou méditations.

On a affublé le pauvre diable de tous les noms : Le Grand Satan (Etats-Unis selon l'ayatollah Khomeiny), Le Petit Satan (France, même auteur) et L'Axis du Mal (Syrie, Irak et Corée du Nord) décrété par George W. Bush. La croyance dans une divinité malfaisante est de tous les temps et remonte à la plus haute antiquité. Le diable a une histoire aussi longue que celle de la divinité. Dans l'Ancien Testament se trouvent Asmodée, Azazel, Bélial, Belzébuch et Léviathan, le serpent tortueux. En démonologie, pas de discrimination ! Il y a aussi Lilith, démon femelle, dévoreuse, lascive et dépravée. Il y a aussi le serpent qui a proposé à Eve de manger la fameuse pomme !

Depuis les tentations de Jésus au désert, puis celles de Saint-Antoine, l'histoire du diable se confond avec celle de l'Occident chrétien. Théologiens, peintres et sculpteurs du Moyen Âge ont peint un diable hideux que vous trouverez dans le portail des cathédrales : pieds fourchus, cornes, ailes noires de vampire. Son domaine, l'enfer ne serait que pleurs et grincement de dents, comme imaginé par Dante Alighieri dans la Divine Comédie.

Mais aujourd'hui le peuple regarde de loin le diable, parfois en riant ... jaune ! À l'occasion du 60^{ème} anniversaire d'Auschwitz, le chancelier allemand Schröder l'a découvert sous la forme du Mal. Car ce Diable est Malin et se faufile partout : dans la drogue, le sexe, l'argent, la politique, la guerre, le racisme et autres ismes, et à mon humble avis, il loge même dans certaine musique (?) endiablée de notre temps. Pour le conjurer il ne suffit pas de lui dire *Allez au diable*

Le diable existe aussi en Islam sous le nom de Iblis et lors du Grand Pèlerinage à la Mecque, il est lapidé sans mesure. Curieusement, les religions animistes, l'hindouisme et le bouddhisme ont été privés de Diable à notre façon mais ils se rattrapent avec des génies et des monstres malfaisants dont ils peuvent se protéger par des rituels appropriés.

Alors, que faire du Diable ?

On a dit une fois au fameux abbé Antoine : « Tu es le plus grand moine de tout l'Orient ! » « Merci », a dit Antoine. « Le Diable me l'a déjà dit ».

Pour contrer le Diable et s'en débarrasser, il ne faut surtout pas agir à la Diable ! Recourir aux prières. Aux exorcismes et à l'eau bénite pourrait être plus efficace sans se faire trop d'illusions, le diable est tellement coriace.

Déjà dès le III^e siècle, ermites et anachorètes ont tout essayé ... Saint Siméon le Stylite (390-459) s'est imposé un régime féroce, un seul repas par semaine et port de cilice mais, devant le manque de résultats, il grimpa sur une colonne de 2m70 pour y vivre isolé en prière. Dérangé par les curieux, il a déménagé dans une autre plus haute, de 18 m celle-là ! Il a fait beaucoup d'adeptes, les moines stylites, mais le Diable était toujours là !

Saint-Antoine (251-356), s'est installé dans le désert d'Egypte pour prier et méditer. Il fut le premier à organiser la vie religieuse que nous connaissons aujourd'hui, ce qui lui vaut le titre de patriarche de tous les moines. Mais à juger par les descriptions des souffrances de Siméon et les horreurs endurées par Antoine dans les fameuses tentations, il est permis de conclure que les méthodes extrêmes ne sont pas très efficaces pour chasser le Diable. Je ne sais pas si l'Abbé Euloge pensait à ces situations graves quand il a dit : « Ne me parlez pas des moines qui ne rient jamais. Ils ne sont pas sérieux ! ».

En Inde, entre le Xe et le VI^e siècles av. J.C., les poèmes Mahabharata et Ramayana ont fait surgir les ashrams où des sadhus errants dispensent leur enseignement. Des occidentaux déboussolés ont été attirés par ces ashrams mais, privés de la mentalité hindoue forgée génération après génération, ils n'ont pas réussi à chasser le Diable.

Basile a organisé la vie monastique en Cappadoce et Jérôme a traduit la Bible en latin dans un monastère de Syrie. Pacôme et Cassien ont introduit le monachisme oriental en occident, sans les colonnes ! Ces monastères ont été des foyers de culture et de civilisation, dont les copistes ont conservé des œuvres de grande valeur.

Nous arrivons ainsi à Cluny, la règle de Saint-Benoît, sa basilique immense et ses reliques de Pierre et Paul. Il y a aussi les Cisterciens du XI^e siècle et les ordres mendiants, dominicains et franciscains. Tout ce monde cherchait la sainteté et à se débarrasser du diable, en s'imposant silence, obéissance, humilité, pauvreté et charité.

Ils étaient bien gentils ces moines dans leurs monastères, à l'abri des tentations de ce monde bien que priant non seulement pour leur salut mais aussi pour le mien et celui de toute l'humanité. Mais 2005 n'est pas, mais pas du tout, l'époque dure de Siméon et Antoine avec leurs souffrances très personnelles qui leur ont valu, j'espère, une place également très personnelle dans le Royaume des Cieux.

Un exemple. En 1872, une dame du nom de Carre de Malberg, mariée et mère de famille, a fondé en accord avec un prêtre de Paris, Henri Chaumont, l'Association Saint-François de Sales. Ce groupement est aujourd'hui répandu dans les cinq continents, formé de femmes célibataires, mariées ou veuves qui se sont choisi pour modèle François de Sales. Pour nous, habitant Genève, Pancho de Sales est un voisin d'Annecy qui a été évêque de Genève. Optimistes et confiantes dans l'humain que nous sommes, ces femmes cherchent à suivre les pistes données par l'Evangile non pas dans le cocon d'un couvent mais là où se trouve chacune et dans le quotidien de leur vie.

« Les Fraternités de Jérusalem » est un vaste mouvement d'hommes et de femmes qui ont choisi de vivre une certaine rupture avec le monde, dans un cadre de silence et de prière. Ce sont donc des moines et des moniales modernes, pas tenus à la clôture des ordres strictement monastiques. Ils et elles portent la ville dans leur quotidien, ont des contacts avec l'extérieur et travaillent, transformant la ville en un grand monastère largement ouvert.

Dans la recherche de la sagesse et de la sainteté, tout en combattant le Démon, les attitudes ont beaucoup évolué. Aujourd'hui il y a des hommes et des femmes qui ne songent pas à protéger leur quiétude dans le calme des cloîtres ou le silence des couvents. Il préfèrent demeurer au cœur du tourbillon de la vie moderne.

Manuel Carrillo



PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS

CES CHIFFRES QUI NOUS CHIFFONNENT

C'est étrange : alors que chacun sait que la mémoire flanche avec l'âge, tout le monde, à mesure que les années passent, s'ingénie à charger la barque.

Surtout pour les chiffres. C'est souvent gênant pour ceux d'entre nous qui se souviennent mieux des mots que des chiffres.

Saviez-vous que les Incas, ce peuple fabuleux qui bâtit un empire, construit des ponts et de gigantesques bâtiments avec des blocs de pierre pesant des centaines de tonnes, ne connaissaient pas l'écriture mais pouvait se livrer à de savants calculs pour ériger d'étonnants monuments ? Je parie qu'ils n'avaient pas de problèmes pour se souvenir de leurs numéros de téléphone. Où en étais-je ?

La mémoire, l'âge, les chiffres ... Ah oui ! J'y suis. Au jour d'aujourd'hui, nous devons mémoriser des nombres en grand nombre. Se souvenir des noms est difficile ; des visages encore plus ; mais le plus dur ce sont les chiffres.

Vous allez me dire que, bon, si vous n'êtes pas mathématicien ni astrophysicien, vous n'en avez rien à faire, après tout. Alors où est votre problème ?

Non, je ne suis pas mathématicien, ni astrophysicien (au fait, c'est quoi, ça ?), mais une pauvre créature perdue, fâchée avec les chiffres, luttant avec terreur contre l'invasion moderne des nombres innombrables.

Prenez les numéros de téléphone. Il vous faut mémoriser votre propre numéro de téléphone au cas où une autorité quelconque – consulat, mission permanente, agent de sécurité, policier, compagnie d'assurance, caisse des pensions, caisse maladie, guichet de location – vous le demanderait. Ou que vous deviez appeler votre domicile pour n'importe quelle raison. Vous auriez l'air malin si, au moment d'appeler votre femme, vous ne pouviez vous souvenir du numéro³.

Bien entendu, il vous faut aussi vous souvenir d'autres numéros : ceux de vos proches, fils, fille ou les deux. Ou encore, maintenant que nous sommes appelés à vivre éternellement, ceux de vos petits-enfants. Et naturellement il vous faut mémoriser le numéro de votre bureau si vous travaillez encore ou, si vous êtes retraité, celui de l'AAFI-AFICS et de l'ambulance la plus proche.

En Suisse les numéros de téléphone ont dix chiffres. Aussi, à vue de nez, c'est de 30 à 40 chiffres, au minimum, dont je dois me souvenir.

Autant pour le téléphone (passons sur les numéros de fax : les seules personnes qui m'en envoient sont les marchands de papier fax⁴). Ensuite, il y a les codes.

Si vous habitez un appartement, vous avez sûrement besoin d'un « Sésame, ouvre-toi » pour entrer dans l'immeuble. Dans le nôtre, une porte de sécurité fut installée il y a une dizaine d'années et notre premier code fut le très raisonnable, sensé, mémorisable : 1.2.3.4.5. Il me semblait que, si nous devions avoir un code, celui-ci était le meilleur. A ma grande surprise nos co-proprétaires levèrent les bras au ciel. Quel code stupide, s'écrièrent-ils, n'importe qui peut le trouver !

Pas du tout, répliquai-je. Aucun cambrioleur qui se respecte n'irait imaginer un code aussi simple !

Ils l'emportèrent : le code fut changé et il l'est désormais régulièrement, juste au moment où l'on commence à se souvenir de l'ancien. Je ne sais pas si cela trompe les cambrioleurs, mais moi, oui.

³ Moi, je ne me souviens jamais de son numéro de portable et elle s'en agace. Surtout quand elle n'a pas pu m'appeler non plus, pour la même raison (NdT)

⁴ et moi aussi, surtout quand Aamir n'arrive pas à ouvrir les annexes à mes e-mails et que Rafi est en vacances.

Vous devez aussi vous souvenir du code des appartements de vos amis, si vous voulez leur rendre visite, voire laisser un mot dans leur boîte. Si vous avez plus d'un couple d'amis, la seule issue raisonnable est de rompre avec les amis excédentaires. De nos jours, on ne peut vraiment pas se payer le luxe d'en avoir plus de deux, de préférence vivant dans le même immeuble et partageant le même code.

Ensuite viennent les codes de vos finances : à commencer par celui de votre carte bancaire qui, bien entendu, est différent de celui de votre *compte* bancaire que vous avez meilleur temps d'apprendre par cœur, lui aussi.

Et puis vous avez le code de votre carte de crédit, grâce à laquelle vous pouvez payer vos factures tout en ayant l'impression béate de ne rien dépenser.

Il vous faut aussi vous souvenir du code de votre deuxième carte de crédit, bien utile quand la première vous laisse en panne.

Enfin, quand je suis enfin parvenu à imprimer tous ces codes et chiffres dans ma mémoire, vient le code du téléphone portable : encore des chiffres à retenir.

Ajoutez dix chiffres à chaque numéro de téléphone que vous avez appris. Ceci double le total. Nous, les experts, appelons cela l'inflation à deux chiffres.

Tous mes amis se sont mis à acheter des téléphones portables alors que je continuais à me moquer des gens qui passaient leur temps une main collée à l'oreille et l'autre gesticulant dans le vide avec conviction. Mais mes sarcasmes devenaient vains ; je savais que je ne tenais pas mon rang : j'étais la seule personne sans portable dans tout le voisinage.

En fait, j'ai résolu astucieusement le problème du téléphone portable : je vais vous le dire mais ne le répétez à personne.

Oui, j'ai acheté un téléphone portable. Je peux regarder n'importe qui droit dans les yeux et lui dire, avec un accent de sincérité, que, bien entendu, j'en ai un. Mais je ne donne mon numéro à personne, m'assurant ainsi de n'être jamais dérangé⁵. Pour en être doublement certain, j'ai rangé le téléphone sous une pile de chaussettes (propres). De temps à autre, je me mets à déambuler, une main collée à l'oreille, l'autre faisant de grands gestes, tel Cicéron ou Démosthène, ou un politicien italien, ma bouche articulant en silence des mots que nul n'entendra jamais.

Il y a bien d'autres chiffres que l'on peut qualifier d'utiles mais non essentiels : le numéro de votre maison de vacances, celui de l'autobus qui vous ramène chez vous, votre numéro de caisse-maladie, celui de la caisse des pensions, les codes téléphoniques de différents pays, votre code postal et celui des amis à qui vous envoyez en vacances des cartes postales pour leur dire « *souhaiterions vous avoir avec nous* », le numéro du vol qui vous ramènera vers la Suisse plutôt que la Suède, la case du parking où vous avez laissé votre voiture, le numéro de votre chambre d'hôtel dont vous n'avez plus la clé avec un numéro gravé dessus, mais un simple bout de plastique sans aucune indication, le code du coffre de cette même chambre si vous avez eu la témérité de vous en servir, le numéro de la chaîne télé devant laquelle vous avez l'habitude de vous endormir ... Et comme le disait le Roi de Siam : et cetera, et cetera, et cetera ...

Oui, il vous faut vous souvenir de tout cela. Si j'avais joué dans *Casablanca* avec Ingrid Bergman, je dirais « You must remember this ... ». Voyons donc tout ce dont il faut nous souvenir : numéros de téléphone, portables ou non : neuf ; codes de cartes bancaires et de crédit : trois ; codes de sécurité : trois. Certains codes ont dix chiffres, d'autres neuf, d'autres encore cinq, voire quatre... Cela nous fait, au total, voyons ... Désolé, je m'embrouille. Ces chiffres indéchiffrables m'ont enchifrené.

Sans doute était-ce aussi le problème d'Hamlet lorsqu'il s'écriait « Oh, dear Ophelia, I am ill at these numbers » (« Ô, chère Ophélie, tous ces chiffres me chiffonnent »⁶). Il lui expliquait sans doute qu'il ne lui avait pas téléphoné plus tôt car il avait oublié son numéro.

1^{er} avril 2005

Aamir Ali

⁵ C'est vrai, Aamir ne se fait jamais appeler sur son portable pendant les séances du Comité de l'AAFI-AFICS (NdT)

⁶ Traduction (trop) librement adaptée à cette chronique mais que je préfère à celle (officielle et hélas correcte) d'André Gide : « Chère Ophélie, je suis mal adroit aux vers », qui ressemble à un calembour ou, pire encore, à une contrepétierie, mais sans en être vraiment ce qui est frustrant ! (NdT)

HUMOUR

COMMENT DONNER UNE PILULE A SON CHAT ?

Chalut !

1. Prendre le chat sous le bras comme un bébé. Appuyer sur les joues avec les doigts d'une main en tenant le cachet avec l'autre. Quand la gueule est ouverte, y mettre le cachet, maintenir la gueule fermée et laisser avaler.
2. Ramasser le cachet, récupérer le chat derrière le canapé et reprendre au point 1.
3. Récupérer le chat dans la chambre sous le lit et jeter le cachet humide.
4. Prendre un nouveau cachet. Tenir le chat sous le bras gauche en retenant les pattes arrière avec la main gauche. Ecarter les mâchoires et enfoncer le cachet au fond de la gueule avec l'index droit. Maintenir la gueule fermée et compter jusqu'à dix.
5. Récupérer le cachet dans l'aquarium et le chat en haut de l'armoire. Appeler le voisin.
6. S'agenouiller par terre en tenant fermement le chat entre les genoux, et en tenant les pattes avant et arrière. Ignorer les grognements sourds du chat. Demander au voisin de tenir la tête du chat fermement avec une main tout en enfonçant une règle en bois dans la gueule. Faire glisser le cachet le long de la règle et frotter vigoureusement la gorge du chat.
7. Récupérer le chat perché sur la tringle à rideaux et prendre un nouveau cachet. Noter qu'il faudra remplacer la tringle et réparer les rideaux. Balayer délicatement les restes des figurines et du vase en porcelaine tombés de la cheminée afin d'essayer de les recoller plus tard.
8. Envelopper le chat dans une grande serviette et demander au voisin de se coucher sur le chat en laissant la tête dépasser sous le bras. Mettre le cachet dans une paille, ouvrir la gueule du chat avec un crayon et souffler dans la paille.
9. Vérifier l'étiquette du médicament pour s'assurer que le cachet n'est pas dangereux pour les humains, boire un grand verre d'eau par précaution. Mettre un pansement sur l'avant-bras du voisin et nettoyer le sang sur le tapis avec de l'eau froide et du savon.
10. Prendre un nouveau cachet. Attirer le chat dans la cuisine et l'enfermer dans un placard en laissant la tête dehors. Ouvrir la gueule avec une cuillère à dessert. Demander au voisin de projeter le cachet dans la gueule avec un élastique.
11. Prendre un tournevis et revisser la porte du placard. Appliquer une compresse froide sur votre joue et vérifier la date de votre dernier rappel anti-tétanique. Jeter votre T-shirt déchiré et en prendre un autre dans l'armoire.
12. Appeler les pompiers pour faire descendre le chat qui est monté dans l'arbre en face et s'excuser auprès de l'autre voisin qui a foncé dans la barrière avec sa voiture pour éviter le chat. Prendre le dernier cachet.
13. Attacher les pattes avant aux pattes arrière avec de la ficelle et fixer le tout au pied de la table de la salle à manger. Mettre de gros gants de jardinage et ouvrir la gueule avec une clé de 13. Enfoncer le cachet dans la gueule, suivi d'une bonne bouchée de délices de veau aux petits légumes. Maintenir la tête du chat dans la position verticale et verser 250 cl d'eau dans la gorge pour faire descendre le cachet.
14. Demander au voisin de vous conduire aux urgences pour vous faire des points de suture aux doigts et à l'avant-bras et enlever les résidus de cachet de votre œil droit. Sur le chemin du retour, passer chez Conforama pour commander une nouvelle table.
15. Appeler la SPA pour qu'ils récupèrent le chat et l'animalerie pour demander s'ils ont un hamster

----- ◀ ▶ -----

EDITORIAL

From Memory Lane to the Future

There's no shortage of anniversaries this year. Almost all our associations have a date to commemorate (65 years for AAFI-AFICS) and, inevitably, we recall those memorable years. It's the same, but even more so, for most of the international organizations in which we have served – with the United Nations itself heading the list; they are all readying themselves to celebrate their 60th anniversary. The press, the television, are full of accounts of their foundation, their successes, their failures...Oh yes, above all their failures...Newspapers are not in the habit of speaking of trains that are on time.

So I hope I may be permitted to return to an issue whose importance can only be gauged by what we have already achieved: thus there will be a review of the UN Millennium Development Goals by a Summit meeting of Heads of State and Government next September.

A few days ago, curiosity led me to open a file which, along with many others that I couldn't bring myself to jettison, lay undisturbed in my cellar – it's a story of 30 years ago. The file deals with the two Special Sessions of the General Assembly which I attended on behalf of my Organization, the ILO: the first was devoted to the "New International Economic Order," (6th Session, 1974), the second to "Development and International Economic Cooperation," (7th Session, 1975).

Those two years marked a turning point in international negotiation, moving from the extraordinary violence of the first manifesto of the Group of 77 on the right to development, to the consensus of the following year on Resolution 3362 (Development and International Economic Cooperation). It was this which led the Ambassador of the United States, Patrick Moynihan, to say: *"We have shown that we can negotiate in good faith and, doing so, reach genuine accord. Not least, we have shown that this can be done in the unique and indispensable setting of the United Nations. Mr. President, this system works."*

Over the years, successive Secretaries General and their representatives have invested ever greater efforts in the processes of negotiation, and the system, despite some chaotic occasions, did effectively work better. This was demonstrated in 2000 by the unanimous adoption of the Millennium Development Goals by the General Assembly.

Considering what is at stake, the year 2005 when we are to undertake an evaluation of the Objectives, is a crucial one for ensuring that 'the system continues to work'. We have all - we who served as the crew for the Member States – contributed a great deal in the past to making it work. Isn't that in itself a good reason to continue our efforts? And to mark in this issue of the *Bulletin*, how far we have come in meeting the Objectives, for this will determine the future of the peoples of the United Nations? According to the report: "freedom from want, freedom from fear, freedom to live in dignity."

J.-J. Chevron

REPORT OF THE 64TH GENERAL ASSEMBLY OF AAFI-AFICS

Geneva, Tuesday 5 April 2005

1. Opening of the Session

Mr Jean-Jacques Chevron, Chairman of AAFI-AFICS, opened the General Assembly of the Association at 10.10 in Room II of the ILO Headquarters. He welcomed all participants, and especially those still active representatives of organisations and institutions who had spared the time to share their expertise with former colleagues. He noted that as well as being the 65th General Assembly of AAFI-AFICS, there were several other anniversaries to celebrate, such as the sixty years of the United Nations, and the thirtieth anniversary of the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS).

2. Election of the President of the General Assembly

2.1 Responding to a call for nominations as President, Mr René Mathieu proposed Mr André Weber, active and former staff member of the World Meteorological Organization since 1954 and currently treasurer of the recently formed Association of Former WMO Staff (the 'Amicale') which enjoyed excellent relations with AAFI-AFICS. He said that Mr Weber had already proved his worth in presiding over numerous comparable meetings, including on one occasion at the UN Joint Staff Pension Fund.

2.2 Several hands were raised to support this nomination and, no other names being proposed, it was carried by acclamation.

2.3 Mr Weber thanked the assembly for its confidence, saying it was a special honour for a small organization such as WMO as well as for himself to be thus recognised. Looking back over his career, Mr Weber remembered with some nostalgia the time when international civil servants were a highly motivated and appreciated team, and hoped that their successors would come to enjoy similar public esteem. He insisted that collaboration was the best way to maintain peace, implying that the United Nations is more than the name of an institution. Thus he welcomed the opportunity to celebrate the UN and AAFI-AFICS anniversaries.

2.4 Before proceeding to business, the President gave the floor to Mr Witold Zyss, President of the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS) who had kindly accepted to address the General Assembly

Address by the President of FAFICS

2.5 Expressing pleasure to be present on this occasion, Mr Zyss observed that it was also the sixtieth anniversary of his organisation, UNESCO, as well as the thirty-fifth of AFICS New York. He affirmed that he had been a member of AAFI-AFICS since 1958, when life membership cost 50 FR, compared with 300 Fr today !

2.6 Mr Zyss recalled the important role of FAFICS, representing as it does 55'000 retirees, especially in the UN Joint Staff Pension Board and ECOSOC, as well as in associations for active staff members, namely FICSA and CCISUA. He also referred to the role of AAFI-AFICS in FAFICS, some of whose Committee Officers were also members of the FAFICS bureau: Messrs Chevron vice-president, Anders Tholle secretary and Juan Mateu treasurer.

2.7 Alluding to the current difficult period currently experienced by the United Nations in particular, Mr Zyss said that a letter had been sent to the Secretary-General assuring him of the solid support of the community of former international civil servants, and that Mr Annan had expressed in writing his appreciation and gratitude. Mr Zyss concluded by wishing the assembly a fruitful and successful session.

3. Adoption of the agenda

The provisional agenda was adopted.

4. Announcement of the results of the 2005 statutory election to the Committee

4.1 The Assembly took note of the results of the 2005 statutory election presented by Mr Sébastien Martinek, on behalf of the polling officers. Mr Martinek said that the number of votes cast was 842, down from the previous election. He suggested this might be because the election

procedures had been embarked upon a little too early, given the deadline set for the vote.

4.2 The following had been elected or re-elected for a four-year term (*new members indicated by an asterisk*): Anders Tholle (671), Elisabeth Belchamber (635), Pierre Vangeleyn (562), Juan Mateu (517), David Cohen* (508), Samy Kossovsky* (486), Venkataraman Narasimhan (481), Roger Eggleston* (452), Yves Beigbeder* (447).

4.3 Mr Weber thanked the polling officers for the work performed and was pleased that members of AAFI-AFICS showed such interest in the work performed by the association.

4.4 The following members of the previous Committee had not stood for a further term: Mrs Jean Broggin, Mrs Cosette Marrache, Mr René Mathieu. They were to be thanked for their valuable contribution to the Association over the years.

5. Report of the Committee

5.1 The President suggested that the report be analysed section by section.

5.2 The Committee's report was contained in a special issue of the AAFI-AFICS Bulletin, Vol. 64, No.1 (February 2005). Mr. Chevron mentioned that the main points of the report, Pensions, Health and Social Welfare would be presented by the members of the Committee responsible for those questions.

5.3 Referring to paragraphs 5–6, Mr Chevron mentioned the excellent relationship which prevailed with the different associations of former officials from the Geneva-based organisations, recalling the recent creation of the "Amicale" of WMO.

5.4 Referring to paragraphs 7–14, the President of FAFICS underlined the value of member associations' support in interventions such as at the United Nations Joint Staff Pension Board.

Pensions

5.5 The section on pensions (paragraphs 15–23) was introduced by Mr Jean Hanus. He noted that one third of the 1.5 percentage point reduction in cost-of-living adjustment was being redeemed with the April 2005 payment, and was prudently hopeful that the remainder would follow in the not-too-distant future. Mr John Fraser who recalled that the Board itself had admitted in 1985, when

the measure was adopted, that it was arbitrary, and as such undesirable, questioned this optimism. But twenty years later it still existed.

5.6 AAFI-AFICS, with the help of contributions from other associations, had prepared proposals for a fairer worldwide pension adjustment system, dealing notably with cases of currency and parity manipulations. The proposals had found favour with FAFICS, but the CEO of the Pension Fund had come up with his own solution, which was adopted by the Board: a local-currency track floor limit of 80% of the US dollar pension was introduced. To a question by Mr Roger Deschamps on the lower limit that had actually been reached, Mr Hanus said that an Argentine pension only represented 40% of the dollar pension. He hoped that through further negotiation the limit might be raised.

5.7 As regards the question of divorced surviving spouses (Article 35*bis*), FAFICS had reached an agreed position but unfortunately had not been examined by the Board at its session in 2004, so awaited attention in 2006. Mrs Nathalie Tschyrkov (UN Women's Guild) did not consider FAFICS's position regarding Article 35*bis* wholly satisfactory. In particular she regarded the 'ten years of marriage' condition in paragraph (b)(i) as unrealistic in this day and age. She hoped that at the Board session a consensus position of five years could be reached. A participant expressed support.

5.8 The President of FAFICS advised that this question would be on the agenda for the 2005 FAFICS Council session. He warned that other new and fundamental problems were going to face the Board, such as same-sex marriage and domestic partnership. He intended to ask that this be included on the Board's agenda for 2006. Yet another question was the reliability of the cost-of-living indices used in determining pension adjustments. He also cited the problem of Nigeria where retirees often had serious problems in obtaining their pension due to the lack of a proper banking network.

5.9 Mrs Caroline Lepeu (UNJSPF Secretariat, Geneva) replied to a question about the adjustments to pensions to be applied with the April 2005 payment. In addition to the 0.5% regained (see paragraph 5.5 above), there had been movements in consumer price indices (CPI) that would engender the following increases (a selection of countries only): 5.2% for the USA (and the US dollar track), 2.1% for France, 3.2% for Switzerland, 3.5% for Germany and the United

Kingdom, and 6.8% for Spain. Italy would not qualify for a CPI increase this year.

Health

5.10 The section on health (paragraphs 24–30) was introduced by Jacques Bacaly. He was happy to report that none of the health insurance schemes now applied regressivity (reduction over time) to long-term dependency benefits. However, ceilings in force for “établissements médico-sociaux” (EMS) care in Geneva had often failed to rise in proportion with actual costs. Another point was that of the numerous cases of members of UN system health insurance societies being charged by doctors at a higher rate than the LAMal (Swiss law on health insurance coverage) tariff. Some societies were trying to get the tariffs aligned. The recently nominated executive secretary of the ILO-ITU medical insurance had initiated a study regarding the level of dependence. The working group on health matters would raise the question of the criteria for the determination of long-term dependency benefits such as help for toilet or feeding and home nursing.

5.11 Mr Jan Rolian felt frustrated that association members only had a chance to take part in discussions on these various matters - touching all individuals - once a year, recalling that at the assembly of 2004 discussion on long-term dependency benefits and the relevant resolution had been virtually guillotined. He asked that more time be allowed for general assembly sessions, and that working groups and *ad hoc* task forces and their reports be more accessible to the membership. He had recommended that AAFI-AFICS hire the services of an actuary and asked what the Committee had decided.

5.12 The chairman of AAFI-AFICS assured him that every effort would be made to prolong the time allowed for the assembly discussions on health-related matters. He observed that negotiations with the different schemes on ceilings and similar topics were complex and lengthy, and that actuarial studies were extremely costly. He also recalled what was pointed out at the previous general assembly: namely that it was not the responsibility of AAFI-AFICS but that of the Heath Schemes themselves to undertake such studies. He further observed that the different medical insurance schemes were autonomous and might not always welcome comments by AAFI-AFICS.

5.13 Mr Klaus Samson said that there could be no doubt that coverage of members of the UN system health insurance schemes sometimes fell well short of that available under LAMal, and no more so than in respect of long-term dependency

where non-medical care was involved. He asked whether there were any developments to report on cases where a former international civil servant had been refused admittance to an EMS.

5.14 Mr Bacaly replied that no progress had been made in the case of the Petit-Saconnex EMS. Regarding the problem of fixing a ceiling in line with actual charges worldwide, Mr Bacaly said that the notion of a ceiling did not imply that ceilings should be raised worldwide but that an upper limit would be fixed for a location, but for the time being the problem of control was not solved. In conclusion he said that the societies' insurance premiums were very reasonable, and urged members to approach medical expenses with utmost economy in mind. He insisted on the fact that increasing the costs should go along with increasing the income for the medical insurance. This implied an increase of contributions paid not only by staff but also by administrations and this was to be accepted by the delegates of the General Assembly /Governing Bodies of the Organizations.

5.15 The Executive Committee of the UN Mutual Insurance Society against Sickness and Accident had recently approved revised statutes, which now must be endorsed by the entire Society's membership (active and retired staff). In spite of objections by the representative nominated by AAFI-AFICS on the Executive Committee, the Committee had not agreed to allot a seat with voting right to AAFI-AFICS, but had agreed to one non-voting seat only with no alternate. The assembly shared the concern of the representatives on this unwarranted restriction and exhorted the members concerned to take part in the vote on the new statutes and support the position of the AAFI-AFICS representative.

Social Welfare

5.16 Mr Anders Tholle introduced the section on social welfare (paragraphs 31–36). He paid tribute to the excellent services rendered by the social welfare assistant, Mrs Nana Leigh, who was presented to the assembly.

5.17 Under the sub-item publications, Mr John Fraser cited the request carried in the latest AAFI-AFICS *Bulletin* seeking the help of 'computer-literate' translators, saying that many excellent translators were highly literate and capable, but perhaps not with computers. The AAFI-AFICS chairman agreed, and had no wish to discourage anyone from offering his or her services. However, it had to be accepted that compiling the *Bulletin* was greatly facilitated by desk-top publishing technology.

5.18 Mr Ibrahim Ibrahim moved that the report of the Committee be accepted with great appreciation conveyed to its authors. This was carried by acclamation.

6. Accounts for 2004 and related matters

6.1 The statements of accounts were presented by Mr Venkataraman Narasimhan who expressed gratitude to the auditors for their collaboration. He invited questions from the floor.

6.2 There being none, the accounts and the auditors' report were unanimously accepted.

7. Appointment of two auditors for 2005

The assembly reappointed Messrs Anthony Ingram and Robert Yazgi as auditors for the 2005 accounts.

8. Any other business

8.1 Mr Deschamps, former UN staff member, referred to the recent institution of a medal

awarded to serving staff on achieving thirty years of service with the United Nations. He asked what chance there was of having a similar award for staff who qualified but had retired. Mrs Susan Thompson, the new Executive Secretary of the UN Staff Co-ordinating Council, who was also attending the meeting, replied that active staff had welcomed this award -which had actually been created by the Co-ordinating Council -. Retirees had not been forgotten. However the preparation of the award and the ceremony had taken a long time and it was not found possible, in 2004, to trace eligible retirees.

8.2 Mr Klaus Samson dissociated himself from the request, asserting that the chance to serve the UN was itself ample motivation and recompense.

8.3 No other points were raised. On behalf of the participants, Mr Aamir Ali expressed warm thanks to Mr André Weber for the excellent conduct of the General Assembly.

The President also expressed thanks to all those volunteers – including the interpreters – who had worked hard to prepare the meeting. He declared the Assembly closed at 12.30.

Geneva, 5 April 2005

The President of the General Assembly
André Weber

The Chairman of AAFI-AFICS
Jean-Jacques Chevron

----- ◀ ▶ -----

NEWS FROM OUR ASSOCIATION

2005-2007 AAFI-AFICS COMMITTEE

Following the statutory elections in March 2005, the results of which were announced at the Association's General Assembly, the composition of the AAFI-AFICS Committee for the period 2005-2007 is as follows (new members are shown with an asterisk):

Honorary Chairman: Aamir Ali

Elected members: Jacques Bacaly, Yves Beigbeder(*), Elisabeth Belchamber, David Cohen (*), Jean-Jacques Chevron, Roger Eggleston (*), Stanislas Flache, Odette Foudral, Jean Hanus, Samy Kossovsky (*), Juan Mateu, Venkataraman Narasimhan, Robin Perry, Dev Ray, Marie-Claire Séguret, Anders Tholle, Pierre Vangeleyn.

Members representing other associations of former international staff with headquarters in Geneva: WHO: Roger Fontana (alternate, David Cohen); ILO: Mario Tavelli (alternate, Jean-François Santarelli); ITU: Jean Balfroid (alternate Fabio Bigi); AFIS/ITC: Olof Karsegard; GATT-WTO: Claude Mercier; WMO: René Mathieu (alternate, Robin Perry).

At its meeting on 5 April 2005, the Committee elected its Officers as follows: Chairman: Jean-Jacques Chevron; Vice-Chairmen: Jacques Bacaly, Elisabeth Belchamber, Jean Hanus; Treasurer: Venkataraman Narasimhan. The position of secretary remains vacant for the time being.

DATES TO REMEMBER

21 June 2005	Summer lunch at the ILO Restaurant
2-11 September 2005	Autumn excursion to the Baltic countries (Registration and information: Kuoni Voyages, tel. 022 707 1721, e-mail: anni-fiedler@kuoni.ch)
25 October 2005	Autumn lunch at the ILO Restaurant (commemoration of the 60 th anniversary of the United Nations)
Every Wednesday 09h30 to 12h30	Permanence* in Office C.544-1, Palais des Nations, Geneva Tel. 022 917 3330.
1 st & 3 rd Wednesday each month	The <i>Amicale du Soleil</i> meets for an informal lunch at the Café du Soleil, Petit-Saconnex, Geneva

***N.B. There will be no Wednesday morning permanence during the month of August 2005.**

----- ◀ ▶ -----

NEWS FROM GENEVA

The Canton of Geneva appoints a special delegate for relations with the International Organizations

The Republic and Canton of Geneva has adopted new legislation on “the management and development of international affairs” which came into force on 1 March 2005. Mr Laurent Walpen, former chief of police in Geneva, has been appointed to carry out these new functions. His mission will be to promote and sustain the interests of the international city of Geneva vis-à-vis its rivals. To do this he will need to develop a global view of the status of Geneva in order to preserve its image and reputation.

In addition to his twenty years of experience with the Geneva police force and in public administration, Mr. Walpen has also had experience in the international sphere from his participation in the UN operations in Rwanda. Two deputies will assist him. During an interview with the *Tribune de Genève*, Mr Walpen explained that his office would have a kind of information desk to receive complaints and grievances (Le Temps, Tribune de Genève, 28/29 March 2005).

Geneva referendum on the right of vote of foreign residents

By a majority of 52.29%, the citizens of the Canton of Geneva have accorded, by referendum, to foreign residents a right to vote in municipal ballots. Thus, Geneva, which had previously rejected twice, in 1993 and 2001, a similar proposal, joins other Swiss cantons such as the Jura, Neuchatel, Fribourg and Vaud, which had already recognized the political rights of foreigners. To qualify for this new right, foreigners must have been resident in the Canton of Geneva for a minimum of eight years.

A second proposal to accord to foreigners a right of eligibility to municipal functions in Geneva was rejected by 52.78% of the voters (Le Temps, 24 April 2005).



NEWS FROM THE ASSOCIATIONS

AFICS (NEW YORK)

In 2005 AFICS (NEW YORK) will celebrate its 35th anniversary. Several special events are programmed for the May General Assembly. A special issue of the Quarterly Bulletin is being prepared with the reminiscences, thoughts and reflections of members of the Association. The editor has asked members to send in their views on what the Association signifies for them, former officials of the United Nations, as well as their wishes for the future.

On 18 November 2004, AFICS (NEW YORK) held its autumn lunch at “Jimmy Sung’s Restaurant” on East 44 Street. Our Chairman, Jean-Jacques Chevron, and the FAFICS President, Witold Zyss, and Vice-President, Aurelio Marcucci (FFOA-ROME), who were attending a meeting of a UNJSPF Working Group in New York, were invited and spoke to the participants (AFICS (NEW YORK) Bulletin, January 2005).

Reunion of the Mohicans

A valiant but ever-smaller group of the very first UN officials (those of 1945), known as the “Mohicans” after the ancient American-Indian tribe that lived in the upper Hudson valley before the colonialists arrived, met for their annual lunch on 3 June 2004 at the Delegates’ Restaurant of the United Nations Headquarters at New York (AFICS (NEW YORK) Bulletin, October 2004).

AFUS (PARIS)

By the time you receive this *Bulletin*, our sister Association in Paris – the UNESCO Association of Former Officials, will have held its annual General Assembly (9 May 2005), four new members will have been elected to the AFUS Executive Committee, and a special note on the UNESCO Health Insurance Scheme will have been distributed.

On 6 December 2004, there was a special information meeting on the subject of “FAFICS and the Pension Fund”. The AFUS Chairman, Yolaine Nougier, and the President of FAFICS, Witold Zyss, explained to a packed Conference Hall the role of the Federation and its representatives in the Pension Fund Board (AFUS Bulletin “*Link-Lien*”, January-March 2005).

AFSM, Geneva

Some 200 WHO retirees and their families, as well as some active staff members including the Director-General, Dr Lee Jong wook attended the end of year reception on 2 December 2004 of the WHO Association of Former Staff Members. The gathering was addressed by the Director-General, the former AFSM Chairman, David Cohen, and the newly elected Chairman, Roger Fontana. The buffet was, as usual, abundant and greatly appreciated.

OTHER NEWS IN BRIEF

Canada

CAFICS-Montreal held a last lunch for its members at the Quebec Hotel Institute during which trainee-waiters served a very reasonably priced lunch from the whole of Quebec. The participants had been asked to speak to the staff in English, which is part of the pupils' curriculum.

It should be mentioned that there are frequent social activities between former UN officials in the far west of Canada. On 4 October 2004, there was a joint lunch in Vancouver of west Canadian members of ACAFI-CAFICS and AFICS (NEW YORK). Another meeting was held on 7 March 2005, and the autumn lunch is already programmed for 4 October 2005.

Ireland

There is no association of former officials in Ireland. Many are members of AAFI-AFICS or of AFICS (NEW YORK), or both, and they have their own network of social activities. Thus, Ed Fennelly wrote of one of their recent meetings: *If you had happened to be driving past the Red Cow Inn in south Dublin on the evening of 24 October 2004, your ears would have been assailed with sounds of revelry emanating from the Inn. Corks popping, glasses clinking and the buzz of animated conversation would have fallen on your ears. It would have been the annual UN Day Celebration of the Irish retirees.* (AFICS (NEW YORK) Quarterly Bulletin, January 2005).

Lebanon

AFICS-BEIRUT published its second newsletter in March 2005. The President, Farouk Mawlawi reports on his visits and contacts in Syria and Jordan. On 17 September 2004, there were 145 participants at the annual dinner at the Monroe Hotel in Beirut. The newsletter also contains a message of solidarity with the UN Secretary-General, Kofi Annan, following the recent accusations and criticism in the press about the "Food for Petrol" programme: In view of the vast number of operations conducted by the United Nations throughout the world, problems will inevitably arise. We are strongly opposed to any fraudulent action on the part of UN officials, and agree entirely with measures of investigation. We believe that justice must be done in each case in strict compliance with the pertinent regulations. However we condemn the unjustified attacks against the Secretary-General and the Organization we have served for the greater part of our lives (AFICS-BEIRUT, Bulletin No. 2, March 2005).



NEWS FROM THE ORGANISATIONS

UNCTAD, Geneva

Secretary-General Kofi Annan has designated the former Vice-Prime Minister of Thailand and Director General of the World Trade Organization **Supachai Panitchpakdi** as the new Secretary-General of the UN Conference on Trade and Development (UNCTAD). His appointment, which needs approval by the UN General Assembly, will become affective as from 1 September 2005. (Le Temps, 28 February 2005) He will be replaced as Director General of the WTO at the end of June by Pascal Lamy, former President of the Commission of the European Union.

Mark Malloch Brown

In a special issue on 18 April 2005 the American news magazine TIME published a list of the 100 of world's most influential people. One of them was Mr. Mark Malloch Brown, who was recently appointed as Secretary-General Kofi Annan's new Chief of Staff. The paper characterizes Malloch Brown as overflowing with "charm, toughness and sophistication". It mentions, "He'll need every ounce of them he can muster for his new assignment, one of the toughest in the world. At a time of stress – and opportunity – for the United Nations, Malloch Brown, 51, must walk the gauntlet between UN-bashing Washington, the other 190 UN member states and legions of UN staff members and organizations. Of British nationality, he is a former journalist. He was a staff member of UNHCR at the time when Kofi Annan was its Head of Personnel. He has also worked as a political consultant to leaders facing turmoil in Latin America and in the Philippines, and – as such - was an advisor to President Cory Aquino of the Philippines at the time when she succeeded former President Marcos.

He was appointed Administrator of the UN Development Programme in 1999. According to TIME magazine "he greatly bolstered internal morale and performance, led the production of hard-hitting reports (for example, on Middle East democracy) and championed the Millennium Development Goals." He became the UN Secretary-General's Chief of Staff on 1 January 2005. (TIME, 18 April 2005).

Other UN appointments

The Secretary-General has announced the appointment of Dermot Ahern, Minister for Foreign Affairs of Ireland, Ali Atlas, former Foreign Minister of Indonesia, Joaquin Chissano, for President of Mozambique, and Ernest Zedillo, former President of Mexico, as his envoys for the summit meeting on UN reforms, which will take place in New York in September 2005

The Secretary-General has appointed Ms. Geir O. Pedersen of Norway as his personal representative for Southern Lebanon, where she will replace Staffan de Mistura who has moved to Iraq as the Secretary-General's Special Representative (WFUNA News).

The World Bank

Paul Wolfowitz, a former Deputy Defence Secretary of the United States, has been elected as the next President of the World Bank (WFUNA News).

UNHCR

The UN Secretary-General has accepted the resignation of Ruud Lubbers as High Commissioner for Refugees. After thanking the High Commissioner for the devotion and the commitment he has shown to refugees during the past four years, he said, "that he is convinced that it is in the best interest of UNHCR, its staff and refugees it serves that the page be returned and a new chapter be started." (WFUNA News).

Until a new High Commissioner has been appointed, the Deputy High Commissioner, Wendy Chamberlain, has been designated Acting UN High Commissioner for Refugees (UNHQ Press Briefing 22 April 2005).

WIPO

The World Intellectual Property Organization (WIPO) paid tribute on Friday 14 January 2005 to the world's innovators on the occasion of the filing of the one-millionth international patent application under the Patent Cooperation Treaty (PCT). WIPO Director-General Kamil Idris welcomed this milestone in the 26-year history of the Treaty, noting that it reflected a remarkable acceleration in the pace of technological progress. The event was marked by a ceremony at WIPO Headquarters in which several technological and electronic industry representatives participated.

Speaking on behalf of Philips Electronics, the biggest all-time use of the Treaty, the company's Chief Executive Officer said that his company filed patents through the Patent Cooperation Treaty every day and constantly experienced its many benefits. It provides intellectual property protection in more than 120 countries (WIPO Press Release 401).

THE GOALS OF THE MILLENNIUM

Last December (*Bulletin Vol. 63, No. 5*) it was announced that during the course of 2005 we would publish an analysis of the main goals of the Millennium Declaration while waiting for the results of the first five-year evaluation to be carried out by the summit meeting of heads of state and governments that will be held at the United Nations in New York next September.

We can in fact do no better than to publish the report that the Secretary-General presented to the General Assembly on 21 March 2005 on the progress made in the implementation of the Millennium Declaration. In his statement, Mr Kofi Annan declared: The main message of that report is that the aims of the Declaration can be achieved but only if you, the member states, are willing to adopt a package of specific, concrete decisions this year ... I trust you will read my report in full ... I have deliberately spared you any flights of rhetoric. This

hall has heard enough high-sounding declarations to last us for some decades to come. We all know what the problems are, and we all know what we have promised to achieve. What is needed now is not more declarations or promises but action to fulfill the promises already made.

The full report contains some 90 pages. Luckily for our readers, the authors have prepared an "analytical summary". Under the title "In Larger Freedom", words taken from the Charter which convey the idea that development, security and human rights go hand in hand, the report comprises four main chapters: I. Freedom from want; II. Freedom from fear; III. Freedom to live in dignity; IV. Strengthening the United Nations. In this issue of the *Bulletin* we have published the first three chapters, the fourth will be included in our *Bulletin* of September 2005.



IN LARGER FREEDOM

Towards Development, Security and Human Rights for All

Introduction: A Historic Opportunity in 2005

In September 2005, world leaders will come together at a summit in New York to review progress since the Millennium Declaration, adopted by all Member States in 2000. The Secretary-General's report proposes an agenda to be taken up, and acted upon, at the summit. These are policy decisions and reforms that are actionable if the necessary political will can be garnered.

Events since the Millennium Declaration demand that consensus be revitalized on key challenges and priorities and converted into collective action. The guiding light in doing so must be the needs and hopes of people everywhere. The world must advance the causes of security, development and human rights together, otherwise none will succeed. Humanity will not enjoy security without development, it will not enjoy development without security, and it will not enjoy either without respect for human rights.

In a world of inter-connected threats and opportunities, it is in each country's self-interest that all of these challenges are addressed effectively. Hence, the cause of larger freedom can only be advanced by broad, deep and sustained global cooperation among States. The world needs strong and capable States, effective partnerships with civil society and the private sector, and agile and effective regional and global inter-governmental institutions to mobilize and coordinate collective action. The United Nations must be reshaped in ways not previously imagined, and with a boldness and speed not previously shown.

I. Freedom from want

The last 25 years have seen the most dramatic reduction in extreme poverty the world has ever experienced. Yet dozens of countries have become poorer. More than a billion people still live on less than a dollar a day. Each year, 3 million people die from HIV/AIDS and 11 million children die before reaching their fifth birthday.

Today's is the first generation with the resources and technology to make the right to development a reality for everyone and to free the entire human race from want. There is a shared vision of development. The Millennium Development Goals (MDGs), which range from halving extreme poverty to putting all children into primary school and stemming the spread of infectious diseases such as HIV/AIDS, all by 2015, have become globally accepted benchmarks of broader progress, embraced by donors, developing countries, civil society and major development institutions alike.

The MDGs can be met by 2015 - but only if all involved break with business as usual and dramatically accelerate and scale up action now.

In 2005, a "global partnership for development" -- one of the MDGs reaffirmed in 2002 at the International Conference on Financing for Development at Monterrey, Mexico and the World Summit on Sustainable Development in Johannesburg, South Africa -- needs to be fully implemented. That partnership is grounded in mutual responsibility and accountability - developing countries must strengthen governance, combat corruption, promote private sector-led growth and maximize domestic resources to fund national development strategies, while developed countries must support these efforts through increased development assistance, a new development-oriented trade round and wider and deeper debt relief.

The following are priority areas for action in 2005:

- **National strategies:** Each developing country with extreme poverty should by 2006 adopt and begin to implement a national development strategy bold enough to meet the MDG targets for 2015. Each strategy needs to take into account seven broad "clusters" of public investments and policies: gender equality, the environment, rural development, urban development, health systems, education, and science, technology and innovation.
- **Financing for development:** Global development assistance must be more than doubled over the next few years. This does not require new pledges from donor countries, but meeting pledges already made. Each developed country that has not already done so should establish a timetable to achieve the 0.7% target of gross national income for official development assistance no later than 2015, starting with significant increases no later than 2006, and reaching 0.5% by 2009. The increase should be front-loaded through an International Finance Facility, and other innovative sources of financing should be considered for the longer term. The Global Fund to Fight HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria must be fully funded and the resources provided for an expanded comprehensive strategy of prevention and treatment to fight HIV/AIDS. These steps should be supplemented by immediate action to support a series of "Quick Wins" - relatively inexpensive, high-impact initiatives with the potential to generate major short-term gains and save millions of lives, such as free distribution of anti-malarial bed nets.
- **Trade:** The Doha round of trade negotiations should fulfill its development promise and be completed no later than 2006. As a first step, Member States should provide duty-free and quota-free market access for all exports from the Least Developed Countries.
- **Debt relief:** Debt sustainability should be redefined as the level of debt that allows a country to achieve the MDGs and to reach 2015 without an increase in debt ratios.

New action is also needed to ensure **environmental sustainability**. Scientific advances and technological innovation must be mobilized now to develop tools for mitigating **climate change**, and a more inclusive international framework must be developed for stabilizing greenhouse gas emissions beyond the expiry of the Kyoto Protocol in 2012, with broader participation by all major emitters and both developed and developing countries. Concrete steps are also required on **desertification** and **biodiversity**.

Other priorities for global action include stronger mechanisms for **infectious disease** surveillance and monitoring, a world-wide early warning system on **natural disasters**, support for **science and technology**

for development, support for **regional infrastructure** and institutions, reform of **international financial institutions**, and more effective cooperation to manage **migration** for the benefit of all.

II. Freedom from fear

While progress on development is hampered by weak implementation, on the security side, despite a heightened sense of threat among many, the world lacks even a basic consensus - and implementation, where it occurs, is all too often contested.

The Secretary-General fully embraces a broad vision of collective security. The threats to peace and security in the 21st century include not just international war and conflict, but terrorism, weapons of mass destruction, organized crime and civil violence. They also include poverty, deadly infectious disease and environmental degradation, since these can have equally catastrophic consequences. All of these threats can cause death or lessen life chances on a large scale. All of them can undermine States as the basic unit of the international system.

Collective security today depends on accepting that the threats each region of the world perceives as most urgent are in fact equally so for all. These are not theoretical issues, but ones of deadly urgency.

The United Nations must be transformed into the effective instrument for preventing conflict that it was always meant to be, by acting on several key policy and institutional priorities:

- **Preventing catastrophic terrorism:** States should commit to a comprehensive anti-terrorism strategy based on five pillars: dissuading people from resorting to terrorism or supporting it; denying terrorists access to funds and materials; deterring States from sponsoring terrorism; developing State capacity to defeat terrorism; and defending human rights. They should conclude a comprehensive convention on terrorism, based on a clear and agreed definition. They should also complete, without delay, the convention for the suppression of acts of nuclear terrorism.
- **Nuclear, chemical and biological weapons:** Progress on both disarmament and non-proliferation are essential. On disarmament, nuclear-weapon States should further reduce their arsenals of non-strategic nuclear weapons and pursue arms control agreements that entail not just dismantlement but irreversibility, reaffirm their commitment to negative security assurances, and uphold the moratorium on nuclear test explosions. On non-proliferation, the International Atomic Energy Agency's verification authority must be strengthened through universal adoption of the Model Additional Protocol, and States should commit themselves to complete, sign and implement a fissile material cut-off treaty.
- **Reducing the prevalence and risk of war:** Currently, half the countries emerging from violent conflict revert to conflict within five years. Member States should create an inter-governmental Peacebuilding Commission, as well as a Peacebuilding Support Office within the UN Secretariat, so that the UN system can better meet the challenge of helping countries successfully complete the transition from war to peace. They should also take steps to strengthen collective capacity to employ the tools of mediation, sanctions and peacekeeping (including a "zero tolerance" policy on sexual exploitation of minors and other vulnerable people by members of peacekeeping contingents, to match the policy enacted by the Secretary-General).

Use of force: The Security Council should adopt a resolution setting out the principles to be applied in decisions relating to the use of force and express its intention to be guided by them when deciding whether to authorize or mandate the use of force.

Other priorities for global action include more effective cooperation to combat **organized crime**, to prevent illicit trade in **small arms and light weapons**, and to remove the scourge of **landmines** which still kill and maim innocent people and hold back development in nearly half the world's countries.

III. Freedom to live in dignity

In the Millennium Declaration, Member States said they would spare no effort to promote democracy and strengthen the rule of law, as well as respect for all internationally recognized human rights and fundamental freedoms. And over the last six decades, an impressive treaty-based normative framework has been advanced.

But without implementation, these declarations ring hollow. Without action, promises are meaningless. People who face war crimes find no solace in the unimplemented words of the Geneva Conventions. Treaties prohibiting torture are cold comfort to prisoners abused by their captors, particularly if the international human rights machinery enables those responsible to hide behind friends in high places. War-weary populations despair when, even though a peace agreement has been signed, there is little progress towards government under the rule of law. Solemn commitments to strengthen democracy remain empty words to those who have never voted for their rulers, and who see no sign that things are changing.

Therefore, the normative framework that has been so impressively advanced over the last six decades must be strengthened. Even more important, concrete steps are required to reduce selective application, arbitrary enforcement and breach without consequence. The world must move from an era of legislation to implementation.

Action is called for in the following priority areas:

- **Rule of law:** The international community should embrace the "responsibility to protect", as a basis for collective action against genocide, ethnic cleansing and crimes against humanity. All treaties relating to the protection of civilians should be ratified and implemented. Steps should be taken to strengthen cooperation with the International Criminal Court and other international or mixed war crimes tribunals, and to strengthen the International Court of Justice. The Secretary-General also intends to strengthen the Secretariat's capacity to assist national efforts to re-establish the rule of law in conflict and post-conflict societies.
- **Human rights:** The Office of the High Commissioner for Human Rights should be strengthened with more resources and staff, and should play a more active role in the deliberations of the Security Council and of the proposed Peace building Commission. The human rights treaty bodies of the UN system should also be rendered more effective and responsive.
- **Democracy:** A Democracy Fund should be created at the UN to provide assistance to countries seeking to establish or strengthen their democracy.

----- ◀ ▶ -----

TALK OF THE WEATHER

Our friends from the Amicale of former WMO staff regularly inform us about the weather or, rather, thanks to the experience gained during their working lives, of the weather we had. Here are their forecasts for the past year in Switzerland and the winter that has just finished

Local climate update (the year 2004)

Temperature—After the extremely mild winter of 2002 and outstandingly warm spring and summer of 2003, the year 2004 was less capricious as regards temperature in Europe, though still significantly warmer than the 1961-1990 normal; Reykjavik and Geneva (plus Aigle, Payerne, Neuchâtel, Berne, Interlaken, Locarno and Lugano) did not have a single month when the mean was below normal. Incidentally, the world's average surface temperature anomaly in 2004 was +0.44 degrees Celsius: the fourth warmest year since the series of records began in 1861.

Sunshine—After the excesses of 2003, the year's sunshine duration was still above normal in west and central Switzerland.

Rainfall—Precipitation was below normal, with the notable exception of Geneva where the annual total was 990mm (120% of normal), January, August and October being wet. But rainfall is a particularly maverick element in statistics, and 2001 and 2002 were both wetter, with 1217mm and 1166mm (148% and 142%) respectively. The total in 2003 was 737mm (90%).

The 2004/05 winter

The period from about 22 January to 9 March was much colder than for some decades, especially at certain mountain stations and at Aigle. The February mean at Geneva was +0.6°C, at Pully +0.5°C, at La Dôle (1670m) -7.4°C, and -1.8°C at Aigle. In terms of departure from the 1961-1990 normal for February that is respectively -1.9, -2.3, -3.9 and -3.8 degrees Celsius, but for the winter as a whole only -0.2, -0.7, -0.8 and -1.4 degrees.

After a dull December, January was gloriously sunny over the plateau from Geneva to St Gallen with well above double the normal insolation. Given the prevalent NE'ly winds, everywhere in SW Switzerland had a dry winter. The three-month rainfall total at Geneva was just under 60% of normal⁷.

Robin Perry

Source : *Weather of the Royal Meteorological Society (GB)*.

----- ◀ ▶ -----

THE ARIANA PEACOCKS: A PART OF OUR HERITAGE

Think of the Ariana Park and you think of peacocks. Gustave Revilliod, who bequeathed the park in 1890 to the city of Geneva - which in its turn handed it over to the League of Nations in 1920 - left a will containing three clauses, one of which stipulated that the peacocks must be left to wander freely around the grounds. Since then they have lived a life of relative freedom; they are fed by the Palais gardeners. With no special shelters, they have to fend for themselves against such predators as foxes, or the crows and buzzards that prey on their eggs or chicks. While the males roost in the trees, females with chicks must remain on the ground and are therefore more vulnerable.

In the 1970s and 1980s, private benefactors donated a number of peacock pairs, and in 1997 a zoo in Japan gave five birds. After veterinary checks at the airport, they were first quarantined in an aviary in the park. They are now well acclimatized and do not leave the grounds. They are cared for by the gardeners. If you see one of the peacocks hopping along on one leg, don't call a gardener - the bird was injured by a car but is now quite recovered.

The males are easily recognizable by their long blue trains covered with lovely multicoloured eyes; they fan their tails out to attract females, which are somewhat plainer, with just a simple green collar. The peacocks get on well with humans; they usually won't bother you unless you feed them; then they'll keep coming back for more, making the point with their beaks!

Emmanuelle Gantet, UNOG

----- ◀ ▶ -----

⁷ * And only 49% in March 2005.

TRAVEL

IF YOU'RE GOING TO IRELAND THIS SUMMER, DON'T MISS ...

JOYCE IN DUBLIN: National Library of Ireland

James Joyce and his work have many connections with the National Library of Ireland. The young Joyce was a frequent reader at the NLI, and the ninth episode of *Ulysses* "Scylla & Charybdis" is set in the Librarian's Office behind the Reading room Counter.

The National Library of Ireland acquired a remarkable collection of Joyce manuscripts in 2002, consisting mainly of previously unknown drafts of *Ulysses*. These manuscripts are now at the heart of a new exhibition in the Library alongside a wealth of other fascinating material on the life and works of James Joyce that has long been part of the National Library's collections. Together they provide a material and historical context and background to his groundbreaking novel *Ulysses*. The exhibition has portraits on display of James Joyce, his wife Nora Barnacle Joyce, and Joyce's father John Stanislaus Joyce.

James Joyce did not write *Ulysses*, or any of his works, hidden away from the world in a private study, in an atmosphere of solitary grandeur. Instead, he worked wherever he could find space - at a kitchen table, in the living room, or sometimes propped up in bed in the noisy, lively, domestic environment of the apartments he shared with his wife Nora and their two children. When *Ulysses* was written the Joyce family lived in rented apartments in Trieste, Zurich and Paris.

Ulysses was published on 2 February 1922, Joyce's fortieth birthday, by Sylvia Beach's Shakespeare and Company in Paris. Many readers today consider *Ulysses* the most significant twentieth-century novel, and the 1922 first edition is the most collectible modern book. Ten days after *Ulysses* was published, Joyce inscribed copy "No.1" "in token of gratitude" to his patron and friend Harriet Weaver. On St. Patrick's Day 1952 she presented her momentous copy to the National Library of Ireland. Given its personal association and national significance, this is the most iconic copy of *Ulysses*. The textual and publishing history of *Ulysses* is a unique union of language and material: each joins

a version of the text to a special combination of ink, type, paper and fabric.

Like the book itself, the public reception of *Ulysses* was neither simple nor straightforward. From the outset, Joyce's masterpiece proved a book that would provoke strong and antagonistic feelings and opinions, a catalyst for debate and controversy. From its serial publication in the little *Review* magazine, to its banning and eventual acceptance in the US, the novel provoked an astonishing range of opinion.

Though James Joyce died in 1941, he remains a figure of immense cultural and literary importance. As interest in Joyce's works has intensified, so too has the study of his life. James Joyce did not keep a diary in any traditional sense. Apart from his voluminous letters, his Paris-Pola "commonplace book" is one of his most revealing memoirs of any period in his life. It chronicles several crucial transitions in Joyce's personal and artistic development from his second trip to Paris in January 1903 to his flight to the continent with Nora Barnacle in October 1904, and much more.

Perspectives 2005

The RNI programme in February and March 2005 provided lectures by the Director of the Zurich James Joyce Foundation, the Curator of the National Library *Ulysses* exhibition and the Author of the Years of Bloom: James Joyce in Trieste 1904-1920. **Dubliners** is the name of a new weekly Reading Group starting in February 2005. The RNI has a choice of Joycean and Dublin literature amongst its Titles on sale.

Note: Text extracted from the inaugural exhibition *James Joyce Ulysses* at the National Library of Ireland, which uses a range of computer technology with dedicated film, audio, touch and textual commentary. The Exhibition is from June 2004 - Autumn 2005. It features highlights from the Library's collections relating not only to Joyce and *Ulysses* but also to Dublin at the turn of the century.

May 2005

Ita Marguet



OK FOR ANGELS! BUT WHAT ABOUT THE DEVIL?

*Manuel Carrillo, a member of our Association, produces a regular family newsletter, entitled **Le Canard Tribal**. The issue of March 2005 had an article which deserves to be reproduced here.*

Most ancient traditions include some supernatural beings, particularly angels who protect and look after you. In recent times, the poor angels seem to have been forgotten and left by the wayside. Nevertheless, some of the initiates of the New Age have brought them back into fashion, to the extent of organizing a European Colloquium on Guardian Angels, in the Palais des congrès in Paris. Obviously to speak of angels in this little *Canard Tribal* will make me out as a Patriarch in need of urgent psychiatric treatment. Too bad ! Let's go for the Angels. But then, what shall we do about the Devil?

"The demon is a poor devil!" they say. And it's true ! Everyone attacks him strongly, even those who seem to incarnate the devil himself: Genghis Khan, Hitler, Pol Pot, Duvallier, Pinochet, al-Zarqawi and satanical groups attracted by the Beyond and the Occult. For full measure, let's add the modern terrorists – private or public – who are ever ready to send thousands of poor devils to the Devil, all in the name of Allah or God or some other divine personage. And this they can do in between their pious prayers and meditations.

The poor Devil has been called all manner of names: the Great Satan (the United States according to the Ayatollah Khomeiny), the Little Satan (France, by the same author) and the Axis of Evil (Syria, Iraq and North Korea, decreed by G.W. Bush). From the earliest times and in all ages, people have believed in an evil Being. The Devil has a history as long as that of divinity. In the Old Testament, there are Asmodeus, Azazel, Belial, Beelzebub and Leviathan, the monstrous serpent of the seas. There is no sex discrimination in demonology ! So we also have Liliith, the female demon, gluttonous, lascivious and depraved. There is also, of course, the snake who urged Eve to eat the famous apple !

Since the temptations of Jesus Christ in the desert, then those of St. Antony, the history of the Devil has been mixed up with western Christianity. Theologians, painters and sculptors of the Middle Ages have portrayed a hideous devil, often found on cathedral doors: cloven feet, horns, black vampire wings. His domain, hell, is one of weeping and gnashing of teeth, as imagined by Dante Alighieri in *The Divine Comedy*.

But today, people do not pay much attention to the Devil, deliberately disregarding him, sometimes with a little forced laugh! On the occasion of the 60th anniversary of Auschwitz, the German Chancellor Schroeder described it as Evil. For the Devil is cunning and insinuates himself everywhere: in drugs, sex, money, politics, war, racism and many other isms. In my humble opinion, he even lives in some diabolic music of our times, such as rap and metal techno. To exorcise it, it is not enough just to say *Go to the devil !*

The devil also exists in Islam under the name of Iblis and during the annual pilgrimage to Mecca he is stoned mercilessly. It is curious that religions like animism, Hinduism and Buddhism have been deprived of devils of our sort. but they make up with genies and wicked monsters from which they can only protect themselves by proper rituals.

So, What Shall We Do With The Devil?

Once the famous abbot Antony was told, "You are the greatest monk in all the Orient !" "Thank you," said Antony. "The Devil has already told me that."

To thwart the Devil and banish him, above all do not just rush off in all directions. Resorting to prayers, exorcisms, and Holy Water might be more effective but don't have too many illusions: the Devil is tough !

As early as the third century, hermits and anchorites had tried everything. Simeon Stylites (390-459) carried out an extremely austere discipline: he took only one meal a week and wore a hair-shirt. This produced no results, so he climbed on to a column 2.70 m high and there lived in isolation and prayer. Too many curious visitors came to disturb him so he moved to another column 18 m high! He had many followers, the stylite monks, but the Devil was still there !

St. Antony (251-356) installed himself in the Egyptian desert to pray and meditate. He was the first to organize religious life as we know it today, which must surely entitle him to be called the patriarch of all monks. Judging however from the sufferings of Simeon and the horrors endured by Antony in his well known temptations, one may well conclude that their extreme methods were not very successful in chasing the Devil. I do not know if Abba Eulogius of Alexandria was thinking of such situations when he said: "Don't talk to me about monks who never laugh. They are not serious !"

In India, between the tenth and sixth centuries B.C. the epics *Mahabharata* and *Ramayana* inspired a number of ashrams where wandering *sadhus* could live and teach. Disoriented westerners were attracted by these ashrams, but as they did not possess the Hindu mentality forged over many generations, they did not succeed in chasing away the Devil.

Basil organized monastic life in Cappadocia while St. Jeremy translated the Bible into Latin in a monastery in Syria. St. Pachomius and St. John Cassian introduced monachism, eastern and western – but without the columns! These monasteries became centres of culture and civilizations; their copyists succeeded in conserving many valuable works.

We come now to Cluny, the Rule of St. Benoit of Nursia, its immense basilica and its relics of Peter and Paul. There were also the Cistercians of the eleventh century and the mendicant orders, the Dominicans and Franciscans. All these people sought holiness and means of chasing away the Devil through silence, obedience, humility, poverty and charity.

They were kindly folk, these monks in their monasteries, sheltered from the temptations of the world, praying not only for their own health but also for mine and for all humanity. But 2005 is not, most certainly not, the rigorous epoch of Simeon and Antony, with their personal sufferings; these earned them, I hope a personal place in the Kingdom of Heaven.

In the search for wisdom and holiness, while fighting against the Devil, attitudes have evolved a great deal. Today there are men and women who do not look for their well-being in the tranquillity of cloisters or in the silence of convents. Rather they stay in the thick of the hustle and bustle of modern life.

An example. In 1872, a lady named Carre de Malberg, married and mother of a family, worked with a Parisian priest, Henri Chaumont, to found the Association of Saint Francois de Sales. This association has now spread across the five continents, and consists of women – spinsters, married or widowed - who have chosen to model themselves on Francois de Sales. For us who live in Geneva, it is interesting to know that Pancho de Sales, our neighbour in Annecy, became the Bishop of Geneva. Full of optimism and confident in our common humanity, these women seek to follow the way indicated by the Gospels – living where every day life is lived - rather than in the sheltered cocoon of a convent.

The Jerusalem Communities is a vast movement of men and women who have chosen to live somewhat removed from the world, in silence and in prayer. These are then the modern monks and nuns who are not bound by strict monastic rules. They wear everyday clothes and have contacts with the outside world; they transform the city into a large open monastery.

Well then, is it with the help of these monks and nuns, very up to date and in the know, that we are at last going to be able to get rid of the Devil?

Manuel Carrillo



CABBAGES AND KINGS

DO NUMBERS NUMB YOU ?

Is it not passing strange that while it is a truth universally acknowledged that memory fades with age, the world continues to make increasing demands on it as the years roll by?

Numbers particularly. For those of us who think in words rather than numbers, this is a cause of frequent embarrassment.

Do you know that the Incas, those extraordinary people who created an empire, built bridges, enormous buildings crafted with massive stones weighing hundreds of tons, had no writing but could make detailed calculations and engineer amazing constructions? I bet they had no trouble remembering telephone numbers.

Where was I ?

Memory, old age, numbers. Ah yes. I'll tell you what I mean. To live in this world, we need to remember a number of numbers. Remembering names is difficult, remembering faces is yet more difficult, remembering numbers is most difficult..

You will tell me, well, if you're not a mathematician or an astrophysicist, you don't have much to do with numbers anyway. So what's your problem?

No, I'm not a mathematician, nor an astrophysicist (by the way, what is an astrophysicist?) but a poor, lost, non-numerate creature struggling numbly with today's increasingly numerous numbers.

Take telephone numbers. You have to remember your own telephone number, in case some authority – consulate, Permanent Mission, security guard, police officer, insurance company, bank, pension fund, health insurance, booking office – asks for it. Or you have to call home for some special reason. A pretty fool you'd look if you sat down to phone your spouse, and couldn't remember the number.

You also have to remember the numbers: of your near ones, son or daughter or both, a friend or two. Or, now that we seem to live on eternally, a grandchild. And of course you must remember the number of your office if you're still working, and if you're retired, of AAFI-AFICS – and the nearest ambulance.

Phone numbers in Switzerland have 10 digits. So straight off that's about 30 - 40 digits that I must remember, minimum.

That's for telephones. (We'll skip the Fax numbers. The only people who send me faxes now are those who are trying to sell me Fax paper.) Then there are the codes.

If you live in an apartment, you surely need an 'Open Sesame' code to be able get in. Our building got itself a security door some ten years ago and the first code was a reasonable, sensible, rational, memorable one: 1-2-3-4-5. I felt that if we had to have a code, this was about the best. To my surprise all my co-habitants in the building rose up in arms. What a stupid number, they cried. Anyone could break that code.

Not at all, I replied. No self-respecting burglar would even think of such a straightforward number.

They won, the code was changed and it is changed regularly now, waiting only till you have mastered the old one. It may or may not fool the burglars but it certainly fools me.

You must also remember the code of your friends' apartments in case you want to visit them – or even leave a note in their letter box. If you have more than a couple of friends, the only reasonable thing to do is to break off with the extra ones. In our world, you cannot really afford more than two friends, preferably living in the same building and sharing the same code.

Then there are the codes of your financial empire: there's the code of your bank card which of course is different from that of your bank account which you had better learn off by heart also.

There is the code for your credit card, so you can pay bills in the rosy belief that you aren't spending anything.

You must remember the code of your other credit card also so you can pay with that if the first one doesn't work.

And when I was gradually getting these codes and numbers imprinted on my memory, along comes the mobile phone; more numbers to learn.

All my friends were acquiring mobile phones, while I was still making fun of people with one hand clasped to their ear and the other gesticulating eloquently to no one. But my mocking grew empty; I knew I was losing caste. I was the only mobile phone-less person in the neighbourhood

Add another nine digits to each telephone number you've learnt. This doubles the numbers you have to remember – we experts call this double digit inflation.

Actually, I dealt with the problem of the mobile phone rather cleverly. I'll tell you but keep it to yourself.

Yes, I acquired a mobile phone; I could look anyone in the eye and say quite truthfully that of course I owned one. I did not disclose the number to anyone, thus ensuring that the phone would never disturb me; to make assurance double sure, I laid the phone to rest under a pile of socks (clean). From time to time, I walk around with one hand clasped to my ear, my other one gesticulating like Cicero or Demosthenes or an Italian politician to the empty air, my mouth working over words that remained unspoken and unheard.

There are many other numbers which we can classify as useful but not essential: the phone number of your holiday home; the bus which brings you home from town, your health insurance

number, your pension number, the telephone codes for different countries, your postal code and that of your friends for sending post cards when you're on holiday saying *Wish you were here*, the number of the flight you have to take so you don't find yourself going to Swaziland instead of Switzerland, the floor of the garage where you've parked your car, the number of your hotel room because your key is not really a key but just a plastic card with no visible number, the code of the safe in your hotel room if you're brave enough to use it; the numbers of the TV channel you usually fall asleep in front of. And as the King of Siam was wont to say, etcetera, etcetera, etcetera.

Yes, you must remember these - if I were in *Casablanca* with Ingrid Bergman, I would say *Play it again, Sam*. Let's see what we have to remember: phone numbers – mobile and immobile: nine; bank and credit card codes, three; codes for security doors: three. Some of these numbers have ten digits, some nine, some five, some four. That makes altogether – sorry, I cannot figure out how many. These numberless numbers have quite benumbed me.

Perhaps that was also Hamlet's problem when he said, *Oh dear Ophelia, I am ill at these numbers*. No doubt he was explaining that he hadn't telephoned earlier because he couldn't remember her number.

1 April 2005.

Aamir Ali.

----- ◀ ▶ -----

HUMOUR

RAILROADS

Does the statement, "We've always done it that way" ring any bells? ... read to the end...

The US standard railroad gauge (distance between the rails) is 4 feet, 8.5 inches. That's an exceedingly odd number. Why was that gauge used? Because that's the way they built them in England, and English expatriates built the US Railroads.

Why did the English build them like that? Because the first rail lines were built by the same people who built the pre-railroad tramways, and that's the gauge they used.

Why did "they" use that gauge then? Because the people who built the tramways used the same jigs and tools that they used for building wagons, which used that wheel spacing.

Okay! Why did the wagons have that particular odd wheel spacing? Well, if they tried to use any other spacing, the wagon wheels would break on some of the old, long distance roads in England, because that's the spacing of the wheel ruts.

So who built those old rutted roads? Imperial Rome built the first long distance roads in Europe (and England) for their legions. The roads have been used ever since.

And the ruts in the roads? Roman war chariots formed the initial ruts, which everyone else had to match for fear of destroying their wagon wheels. Since the chariots were made for Imperial Rome, they were all alike in the matter of wheel spacing. The United States standard railroad gauge of 4 feet, 8.5 inches is derived from the original specifications for an Imperial Roman war chariot. And bureaucracies live forever.

So the next time you are handed a specification and wonder what horse's behind came up with it, you may be exactly right, because the Imperial Roman army chariots were made just wide enough to accommodate the back ends of two war horses.

Now the twist to the story When you see a Space Shuttle sitting on its launch pad, there are two big booster rockets attached to the sides of the main fuel tank. These are solid rocket boosters, or SRBs.

The SRBs are made by Thiokol at their factory at Utah. The engineers who designed the SRBs would have preferred to make them a bit fatter, but the SRBs had to be shipped by train from the factory to the launch site. The railroad line from the factory happens to run through a tunnel in the mountains. The SRBs had to fit through that tunnel. The tunnel is slightly wider than the railroad track, and the railroad track, as you now know, is about as wide as two horses' behinds.

So, a major Space Shuttle design feature of what is arguably the world's most advanced transportation system was determined over two thousand years ago by the width of a horse's ass.

----- ◀ ▶ -----

NOUVEAUX MEMBRES NEW MEMBERS

March-May 2005

ABOUNADER Leila # (UNOG)	Chemin Jacques-Attenville 12 CH-1218 Grand-Saconnex	Tel. 0041(0)22 7987980 Fax. 0041(0)22 7987982 labounader@hotmail.com
ALPERN Laura (ILO)	Avenue Luserna 18 CH-1203 Genève	Tel. 0041(0)22 345 4216 lauraalpern@hotmail.com
BRICE Patricia (WHO)	48 Impasse des Grillons FR-01170 Cessy	Tel. 0033(0)450 416 783 bricep@wanadoo.fr
BRULHART Josef (UNOG)	Henri-Pestalozzi 3 CH-1700 Fribourg	Tel. 0041(0)26 481 5557
CHRISTIAENS Louis (ILO)	Avenue de la Roseraie 52 CH-1205 Genève	Tel. 0041(0)22 346 5830 Fax. 0041(0)22 731 2809 louischristiaens@hotmail.com
CORTES-LOPEZ A. Javier (UNHCR)	C/o Cortes-Busson Route de Sauverny 5 CH-1290 Versoix	
CROOK Gary Charles (UNCTAD)	Pré de la Ferme 6, CH-1276 Gingins	garycrook@bluewin.ch
FACCIN Patricia (ITU)	406 rue d'Allemagne FR-01710 Thoiry	Tel. 0033(0)450 412 047 patfaccin@yahoo.com
GASCOU Pierre (WIPO)	C/o OMPI, 34 34 chemin des Colombettes CH-1211 Genève 20	0041(0)22 338 9094 pierre.gascou@wipo.int
GIORDANO Marcella (UNCTAD)	Via Acqua Bullicante 304 IT-00177 Rome	Tel. 0039 06 2170 1612
HVIID Steffen (UNHCR)	Rue de Bernex 351 CH-1233 Bernex	Tel. 0041(0)22 739 8467 hviid@unhcr.ch
JULIEN Eliane (UNICEF)	720 Vertes Campagnes FR-01170 Gex	Tel. 0033(0)450 417 124 Fax. 0033(0)450 415 954
JUPPIN DE FONDAUMIÈRE Bertrand (UNOG)	268 Boulevard des Epinettes FR-01220 Divonne-les-Bains	Tel. 0033(0)450 204 437 Berfon2@wanadoo.fr
KALUMIYA Kallu C. (UNHCR)	Chemin des Coudriers 48 CH-1209 Genève	Tel. & Fax. 0041(0)22 791 0435 kkalumiya@hotmail.com
KLEE Julia # (UNCC)	Route de Malagnou 54 CH-1208 Genève	Tel. 0041(0)22 917 3393 jklee@uncc.ch
LECCIA Paule G. (WHO)	19 route de Flies FR-01630 Saint-Genis-Pouilly	Tel. 0033(0)450 424 482 paule.leccia@wanadoo.fr
MAZOU Moussibahou (UPU)	Avenue des Mousquines 42 CH-1005 Lausanne	Tel. & Fax. 0041(0)21 312 5843
MAZZOLINI Diana # (UNOG)	Chemin des Massettes 20 CH-1218 Grand-Saconnex	Tel. 0041(0)22 798 0382
MENEMENCIOGLU Vahit E. (UNHCR)	512 rue Guy de Maupassant FR-01220 Divonne-les-Bains	Tel. 0033(0)450 209 478

MOUCHIROUD Alain P. (UNFPA)	23 rue de la Mairie FR-69340 Francheville	Tel. 0033(0)478 598 771 mouchiroud@unfpa.org
MOUGNE Christine # (UNHCR)	Route d'Aire 140, CH-1219 Aire	Tel. 0041(0)22 739 8387 mougne@unhcr.ch
SAINT-CYR Nicole M.R. (UNICEF)	Rue de la Crête, FR-01200 Confort	Tel. 0033(0)450 565 075 nsaintcyr@wanadoo.fr
TINSTMAN Carl (UNICEF)	758 route des Moraines FR-01170 Veraz	Tel. 0033(0)450 410 782 cartinstman@aol.com
SAUVANT Karl (UNCTAD)	20 avenue de Vessy FR-01210 Ferney-Voltaire	Tel. 0033(0)450 408 786 karlsauvant@wanadoo.fr
SHAFAEDDIN Mehdi (UNCTAD)	Chemin Sans-Voie 48B CH-1295 Mies	Tel. 0041(0)22 755 6039 Fax. 0041(0)22 755 6401 shafaeddin@bluemail.ch
SUFFRAN Bernadette (UNICEF)	24 rue de Genève FR-01210 Ferney-Voltaire	Tel. 0041(0)22 909 5329 bsuffran@unicef.org
WEHRLI Michel # (WHO)	287 rue des Ouches FR-01210 Versonnex	Tel. 0033(0)450 411 976

CHANGEMENTS D'ADRESSE CHANGES OF ADDRESS

ANDEREGG Robert	C/o Mme S. Cirlini, 15 rue Simon Durand, CH-1227 Carouge	
BALFROID Jean		Jean.balfroid@wanadoo.fr
BEIGBEDER Yves		Yves.beigbeder@free.fr
BIJON Chantal	2 rue du Fer à Cheval FR-39130 St. Maurice-Crillat	
BRAND Bernard	78 rue Blaise Pascal FR-01630 Saint-Genis-Pouilly	
DEGEFU Workneh	P.O. Box 90384, Addis Abeba Ethiopie	
DI PASQUALE Shaia		shaiabri@datafull.com
GREEN Martine	La Fredaumière FR-37230 Fondettes	
HAIM Elsa	C/o M. Gerard Fessler C.P. 6517, CH-1211 Genève 6	
LEDAKIS Johanna	La Perrausaz 31 CH-1635 La Tour-de-Trême	☎ 0041(0)26 9129479 Fax. 0041(0)26 9131257 ledakis@bluewin.ch
MAYOR Yvonne	Résidence Les Jardins du Rhône 89 avenue d'Aire CH-1203 Genève	
McGREGOR Ursula		Tel. & Fax. 0041(0)22 782 2802
OTTONE Sally		Tel. 0041(0)22 788 0314

PHILIPPE Jean-Marie	9 rue de l'Espérance FR-74100 Ville-La-Grand	
PROBST Margrit	Kirchstrasse 18, AT-6971 Hard	
RAEBURN Ronald	The Pines, Furze Hill GB-Hove, Sussex BN3 1PA	
ROSSEN Stein	C/o Stig Rossen Chemin du Grand Communal CH-1222 Vesenaz	
SIERRA Enrique	En Convers A CH-1195 Bursinel	Tel. 0041(0)21 824 2421
TARDU Maxime	16 boulevard Roosevelt FR-06310 Beaulieu-sur-Mer	
TRAUB Pierre-André	Case postale 136 CH-1264 St-Cergue	
VAZQUEZ DE R. OLAZABAL Dolores A.	Ameghino 150 AR-3500 Resistencia, Chaco	
VOLFING Ole	Poppelvej 3. St. Th. DK-9000 Aalborg	
WILLIAMS Lotte	Chemin des Rasses 116 CH-1255 Veyrier	Tel. 0041(0)22 784 2727
WILLIAMSON Eric	Route de l'Ancienne Scierie 6 Ch-1263 Crassier	
WILMSHURST Margaret	4 The Quay, Tuckenhay GB-Totnes TQ9 7EQ	
WOODFIELD Anthony	Immeuble Olympia 33 Rue Louis Antille CH-3963 Crans-Montana	

ILS NOUS ONT QUITTÉS THEY HAVE PASSED AWAY

UNOG-UN GENÈVE

DELAUNAY Margot	05 03 2005
FEUZ Roger A.	10 04 2005
PRATO Aldo	17 02 2005

UNHCR

COLES Shirley	19 03 2005
---------------	------------

UNOPS

PAREDES Peri	12 03 2005
--------------	------------

FAO

HUNI Hans	23 05 2004
-----------	------------

ILO – BIT

DEWARRAT Gérard	10 03 2005
KOUSSOFF Cyrille	17 02 2005

WIPO – OMPI

THIAM Ibrahima	11 03 2005
----------------	------------

IAEA – AIEA

AGU Maureen	Feb. 1005
BALL Elizabeth	08 01 2005
BARCENA Augustin	07 12 2004
BOWMAN Jean	12 01 2005
KLEISS Gert	08 01 2005
SCHLOSSBERG Monique	29 11 2004
WILLNER Olga	18 02 2005

UNIDO – ONUDI

ANGULO Maria I.	06 06 2004
GRIGORIEVA Galina	10 01 2005
HOLMES Michael	09 11 2004

LES COMPTES DE 2004

AAFI/AFICS				
BILAN au 31 décembre 2004				
(en francs suisses)				
ACTIF		PASSIF		
<u>Banque</u>	1,991.95	<u>Fonds de solidarité</u>		10,217.74
		Solde au 1.1.2004	17,983.19	
<u>Caisse</u>	1,171.60	Don reçu	373.05	
			18,356.24	
<u>Comptes de chèques postaux</u>	19,860.83	<u>moins: paiements nets</u>	8,138.50	
		<u>Réserve pour portion non-</u>		
		<u> affectée des contributions</u>		
<u>Dépôt à la MEC</u>	184,683.10	<u> des membres à vie</u>		
		Solde au 1.1.2004	370,879.10	
<u>Investissement (prix d'achat)*</u>	531,196.45	Encaissé	32,003.25	
			402,882.35	
* (valeur au 31.12.04		<u>moins: 1/25^e transféré aux recettes</u>	30,075.00	372,807.35
-cf. Annexe 1 = CHF 531,314)		Solde au 31.12.2004		
<u>Impôt fédéral suisse</u>		<u>Capital</u>		
<u> à recouvrer</u>	3,632.65	Solde au 1.1.2004	352,647.26	
		<u>plus: Excédent des Recettes</u>		
		sur les Dépenses	6,864.23	359,511.49
		Solde au 31.12.2004		
TOTAL	742,536.58	TOTAL		742,536.58

COMPTE DE RECETTES ET DE DEPENSES					
POUR L'ANNEE TERMINEE LE 31 DECEMBRE 2004					
(en francs suisses)					
RECETTES			DEPENSES		
	2004	2003		2004	2003
Contributions:			Télécommunications	4,040.10	3,947.10
Annuelles	8,437.10	16,929.90	Missions et voyages	10,148.45	14,246.20
Transfert de la Réserve:			Hospitalité	985.70	2,563.60
<u>1/25 des contributions</u>			Contribution à la FAFICS	3,494.90	3,549.65
<u> à vie des membres</u>			Frais bancaires	1,448.80	1,096.55
<u> de 1980 à 2004</u>	30,075.00	29,364.75	Equipement de bureau		1,094.30
Total	38,512.10	46,294.65	Activités d'aide sociale	1,000.35	
Autres revenus			Assistante sociale	27,300.00	21,032.55
Intérêts bruts	17,955.10	17,558.70	Fourniture de bureau	88.90	903.15
(impôt à recouvrer -			Bulletin	111.30	426.05
CHF 3,632.65)			Divers	984.47	2,707.50
			Don		100.00
			Total des dépenses	49,602.97	51,666.65
			Excédent des Recettes	6,864.23	12,186.70
TOTAL	56,467.20	63,853.35	TOTAL	56,467.20	63,853.35

ACCOUNTS FOR 2004

AAFI/AFICS BALANCE SHEET AS AT 31 December 2004 (in Swiss Francs)

ASSETS		LIABILITIES		
<u>Bank</u>	1,991.95	<u>Solidarity Fund:</u> Balance at 1.1.2004	17,983.19	10,217.74
<u>Cash</u>	1,171.60	Donation received	373.05	
<u>Postal account</u>	19,860.83	<u>less:</u> Net payments	18,356.24	
		Balance at 31.12.2004	8,138.50	
<u>Deposit with Credit Union</u>	184,683.10	<u>Reserve for unused portion of life members' contribution</u> Balance at 1.1.2004	370,879.10	372,807.35
<u>Investments at cost*</u>	531,196.45	Received	32,003.25	
*(Market value at 31.12.04 -per Annex 1 = CHF 531,314)		<u>less:</u> 1/25 transferred to income	402,882.35	
		Balance at 31.12.2004	30,075.00	
<u>Recoverable withholding tax</u>	3,632.65	<u>Surplus</u> Balance at 1.1.2004	352,647.26	359,511.49
		<u>add:</u> Excess of income over expenditure	6,864.23	
		Balance at 31.12.2004		
TOTAL	742,536.58	TOTAL		742,536.58

INCOME AND EXPENDITURE ACCOUNT FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2004 (in Swiss Francs)

INCOME			EXPENDITURE		
	2004	2003		2004	2003
Contributions:			Telecommunication	4,040.10	3,947.10
Annual	8,437.10	16,929.90	Missions and Travel	10,148.45	14,246.20
Transfer from Reserve: <u>1/25 of Life Members'</u> <u>contributions</u> from 1980 to 2004	30,075.00	29,364.75	Hospitality	985.70	2,563.60
Total	38,512.10	46,294.65	Contributions to FAFICS	3,494.90	3,549.65
Other:			Bank charges	1,448.80	1,096.55
Gross interest (recoverable tax - CHF 3,632.65)	17,955.10	17,558.70	Office equipment		1,094.30
			Social Welfare Officer	27,300.00	21,032.55
			Social Welfare Activities	1,000.35	
			Office supplies	88.90	903.15
			Bulletin	111.30	426.05
			Miscellaneous	984.47	2,707.50
			Charitable contribution		100.00
			Total expenditure	49,602.97	51,666.65
			Excess of income over expenditure	6,864.23	12,186.70
TOTAL	56,467.20	63,853.35	TOTAL	56,467.20	63,853.35

Assemblée générale de l'AAFI-AFICS, Genève, 5 avril 2005
AAFI-AFICS General Assembly, Geneva, 5 April 2005



Le Comité de l'AAFI-AFICS, 19 mai 2005
The AAFI-AFICS Committee on 19 May 2005



Standing -- Debout: Claude MERCIER, Jean HANUS, Robin PERRY, Roger EGGLESTON, Pierre VANGELEYN, René MATHIEU, Aamir ALI, Roger FONTANA, Yves BEIGBEDER, Klaus NETTER, Dev RAY
Front row -- Premier rang: Jacques BACALY, Elisabeth BELCHAMBER, Odette FOU DRAL, Jean-Jacques CHEVRON, Venkataraman NARASIMHAN
Absent -- Sont absents: Jean BALFROID, David COHEN, Stanislas FLACHE, Olof KARSEGARD, Samy KOSSOVSKY, Juan MATEU, Marie-Claire SÉGURET, Mario TAVELLI, Anders THOLLE